



Rapport Financier Annuel  
31 décembre 2021

## SOMMAIRE

<b>I. Attestation du responsable.....</b>	<b>3</b>
<b>II. Rapport de gestion au 31 décembre 2021.....</b>	<b>4</b>
1. Evénements importants survenus en 2021	
2. Activité et situation du Groupe en 2021	
3. Activité et situation de la Société en 2021	
4. Informations juridiques	
5. Autres informations	
 <i>Annexe 1 : Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'Entreprise</i>	
 <i>Annexe 2 : Rapport du Conseil d'Administration relatif aux options d'achats ou de souscription d'actions et/ou à l'attribution d'actions gratuites réservées au personnel salarié de la Société</i>	
<b>III. Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021.....</b>	<b>48</b>
- Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020	
- Etats de la situation financière consolidée aux 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020	
- Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020	
- Variations des capitaux propres aux 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	
 <b>IV. Comptes statutaires de l'exercice clos le 31 décembre 2021.....</b>	<b>92</b>

**StreamWIDE**  
**Société Anonyme au capital de 305.329,80 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

(La "Société")

#### **ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2021 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 29 avril 2022

Pascal BEGLIN  
Président Directeur Général

**StreamWIDE**  
**Société anonyme au capital de 305.329,80 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

**RAPPORT DE GESTION ETABLI PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION  
ET PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE  
EN DATE DU 24 JUIN 2022**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin (i) de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la société StreamWIDE SA (la "**Société**") et du Groupe STREAMWIDE (le "**Groupe**") durant l'exercice clos le 31 décembre 2021 et (ii) de soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice.

Lors de sa réunion en date du 15 mars 2022, le conseil d'administration a examiné les comptes annuels de la Société, de ses filiales et les comptes consolidés du Groupe, arrêtés au 31 décembre 2021. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux. Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des commissaires aux comptes.

## **1. Evénements importants survenus en 2021, progrès réalisés ou difficultés rencontrées, activités au sein du Groupe et de la Société en 2021**

### **1.1 Evénements importants survenus en 2021 au sein du Groupe et de la Société**

- *Gestion de la crise sanitaire COVID 19 avec déploiement global du Plan de Continuité d'Activité depuis mars 2020. L'activité du Groupe n'a pas été impactée, en 2021, par la crise sanitaire mondiale actuelle*
  - Le télétravail a été mis en place dans toutes les sociétés du Groupe, françaises et étrangères (Europe, Afrique, Etats-Unis et Asie), et aucun recours aux mesures de chômage partiel n'a donc été nécessaire ;
  - Coordination globale et locale de l'activité afin d'assurer tous les services du Groupe et de respecter tous ses engagements envers ses clients et partenaires.
  
- *Augmentation des revenus 2021 : +2,8 M€ / +20%*

Les revenus 2021 progressent de façon importante, et ce malgré le contexte sanitaire, dans la continuité de plusieurs exercices consécutifs de forte progression de l'activité "plateformes" de communications critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus atteignent 11 M€ en 2021 (+2,7 M€ par rapport à 2020, soit +32%) et représentent fin 2021 près de 66% des revenus totaux du Groupe.

- *Augmentation des résultats 2021 : ROC +0,9 M€ / +22% et Résultat net +0,8 M€ / +25%*

Le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) est de 9,4 M€ au 31 décembre 2021 et progresse de 1,7 M€ par rapport à 2020 (+23%). Après prise en compte des amortissements de période, le résultat opérationnel (EBIT) ressort à 4,9 M€ en progression de 0,9 M€ par rapport à 2020 (+22%). La marge opérationnelle 2021 est de 29%. Enfin, le résultat net est bénéficiaire de 4,1 M€ au 31 décembre 2021, en progression de 0,8 M€ par rapport au 31 décembre 2020 (+25%).

- *Embauches soutenues : +27 personnes*

Ces embauches ont principalement été réalisées au sein de la filiale française (+12 personnes), et tunisienne (+13 personnes) du Groupe.

- *Transition et organisation en mode Agile pour les équipes techniques du Groupe*

L'organisation des équipes de développement se fonde maintenant sur les méthodes Agile, déployées au sein du Groupe depuis quelques mois. Cela devrait permettre au Groupe de renforcer encore sa force de développement "end to end", tout en augmentant encore la qualité intrinsèque des solutions proposées.

- *Augmentation du capital social suite à l'émission de 135.799 nouvelles actions issues de l'exercice de BSA*

Le conseil d'administration du 19 juin 2015 a décidé, conformément aux délégations qui lui ont été conférées par l'assemblée générale du même jour, de procéder à l'émission de bons de souscriptions d'actions (BSA). L'assemblée générale du 22 juin 2018 a décidé de prolonger la période de conversion des 1.927.500 BSA 2 et 315.000 BSA 3 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2021, les BSA 1 étant, quant à eux, devenus caducs le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

2.036.985 BSA ont ainsi été exercés au prix de souscription de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour 1 nouvelle action. 135.799 actions nouvelles ont donc été créées en 2021.

Au 31 décembre 2021, le capital social, entièrement libéré, est composé de 3.053.298 actions de 0,1 euro chacune de valeur nominale, négociables sur le marché Growth d'Euronext Paris, contre 2.917.499 actions au 31 décembre 2020.

## **1.2 Progrès réalisés ou difficultés rencontrées au sein du Groupe et de la Société**

### *Activité "legacy" historique*

Les revenus annuels générés par cette activité en 2021 sont de 5,8 M€ et représentent maintenant 34% des revenus annuels du Groupe.

Le secteur des solutions pour opérateurs de télécommunication reste un marché de niche où des opportunités commerciales ponctuelles, mais significatives, de renouvellement de services peuvent apparaître.

### *Nouvelles solutions et diversification*

Développement et croissance soutenue des nouvelles solutions : les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus annuels augmentent de 2,7 M€, représentent dorénavant près de 66% (+7 points par rapport à 2020) des revenus totaux du Groupe.

Cette croissance s'explique par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, la poursuite du déploiement du projet PCSTORM, mais également par de nouveaux marchés et projets auprès d'administrations et de sociétés privées françaises, remportés et déployés en 2021, notamment auprès d'un nouveau ministère régalien.

Le Groupe reste ainsi confiant quant à l'adéquation des solutions proposées avec les marchés adressés et à l'avance technologique qu'elles démontrent. Le positionnement du Groupe comme acteur majeur du marché des communications critiques se confirme et la seule inconnue reste la vitesse de généralisation de ces solutions de nouvelle génération à l'ensemble du marché adressable. Les investissements technologiques et humains réalisés en 2021, et qui seront poursuivis en 2022, permettent au Groupe d'être positionné au mieux pour tirer parti de la croissance à venir du marché des communications critiques.

### **1.3 Evolution de l'activité du Groupe en 2021**

#### *Evolution du chiffre d'affaires*

Les revenus de l'activité "plateformes" de 11 M€ en 2021 se composent des revenus de licences (6,5 M€) et des revenus de services (4 M€) qui augmentent respectivement de 2,4 M€ et de 0,1 M€ par rapport à 2020.

Les flux de maintenance restent encore peu significatifs (0,5 M€) mais continuent à augmenter de façon importante (+64%) en 2021. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochains semestres.

L'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom), qui ne nécessite plus ou peu d'investissements capitalistiques, est quasi stable en 2021 (+0,1 M€) et représente encore 34% des revenus annuels (5,7 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, progressent de 0,2 M€ sur la période et ressortent à 1,9 M€ en 2021, suite à de nouveaux marchés importants gagnés notamment en Amérique du Nord au second semestre de l'exercice et à des extensions de bases installées utilisateurs. Les services "legacy" (0,8 M€) diminuent, quant à eux, de 0,3 M€ suite à deux projets 2020 mis en production en 2021. En parallèle de ces extensions et de ces mises en production 2021, les flux de maintenance progressent de 0,2 M€ et ressortent à 3,1 M€ au 31 décembre 2021.

#### *Evolution des résultats*

L'augmentation des revenus annuels 2021 (+2,8 M€ soit +20%) est issue des solutions professionnelles de communications critiques (+2,7 M€) en progression de 32% et représentant maintenant près de 66% (+7 pts) des revenus annuels du Groupe. L'activité est principalement portée par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, la poursuite du déploiement du projet PCSTORM et de nouveaux marchés et projets auprès d'administrations et de sociétés privées françaises, remportés et déployés en 2021, notamment auprès d'un nouveau ministère régalien.

Cette croissance impacte directement et positivement le résultat opérationnel courant avant amortissements (EBITDA) qui s'élève à 9,4 M€, soit 56% des revenus (+1 pt), en progression de +1,7 M€ (+23%).

Après amortissements (4,5 M€, dont 3,4 M€ au titre des frais de développement), le résultat opérationnel courant (EBIT) ressort à 4,9 M€, en progression de +0,9 M€ et représente 29% des revenus annuels, taux stable par rapport à 2020.

Après prise en compte d'un résultat financier positif (+0,2 M€), marqué par l'évolution positive du taux de change USD/€ au cours du second semestre 2021, et d'un résultat fiscal négatif (-1,1 M€ suite notamment aux impacts fiscaux différés liés à l'activation des frais de développement), le résultat net ressort positif à 4,1 M€, en augmentation de 0,8 M€ (+25%) par rapport à 2020.

La structure financière du Groupe s'est encore renforcée au 31 décembre 2021, avec des fonds propres qui atteignent 18,5 M€ (+2,5 M€), une trésorerie brute de 8,2 M€ et une trésorerie nette significative de +5,4 M€ (hors passifs locatifs).

*Les principales variations sont les suivantes :*

- Le chiffre d'affaires augmente de +2,8 M€ sur la période ;
- Les charges opérationnelles courantes nettes, y compris les amortissements, augmentent quant à elles de 2 M€ sur la période et ressortent à 11,8 M€ :
  - o Les charges de personnel, intégrant celle dédiée aux développements produits, augmentent sur la période de 2 M€ (10,8 M€ contre 8,8 M€ en 2020) suite aux recrutements effectués en 2021. Celle dédiée aux développements augmentant quant à elle de 1,1 M€, l'impact net, après activation des frais de développement est donc une augmentation de 0,9 M€.
  - o Les charges externes (2,2 M€) et les autres produits (0,7 M€ représentant principalement les reprises de Crédit d'Impôt Recherche en résultat de période) restent stables dans leur ensemble en 2021, dans un contexte de croissance des revenus et des effectifs.
  - o Les amortissements augmentent de 0,9 M€, dont une augmentation de 0,8 M€ des amortissements des frais de développement (3,4 M€) sur la période, suite à l'augmentation des frais de développement activés en 2021. Les durées d'amortissement retenues en 2021 restent identiques à celles de l'exercice précédent (3 à 5 ans). Après impact de la norme IFRS 16 "Contrats de location" (amortissement des droits d'usage à hauteur de 0,5 M€), les amortissements 2021 ressortent globalement à 4,5 M€.
- Le résultat financier ressort positif à 0,2 M€, alors qu'il était négatif en 2020 (-0,4 M€), suite à une évolution positive du taux de change USD/€ au cours, notamment, du second semestre 2021. L'application de la norme IFRS16 "Contrats de location" implique une charge financière de 47 K€ contre 66 K€ en 2020.
- Le résultat fiscal est une charge de 1,1 M€ contre une charge de 0,4 M€ en 2020. Les impôts exigibles (0,1 M€) correspondent essentiellement aux retenues à la source comptabilisées par la société américaine du Groupe (42 K€) et les sociétés françaises (42 K€), et aux impôts société de la filiale roumaine (37 K€) et tunisienne (21 K€). Les effets d'imposition différés (charge de 0,9 M€) sont négatifs depuis 2020, car le montant net des frais de développement activés (12,2 M€) est devenu supérieur aux reports déficitaires Groupe restant à imputer (7,5 M€ au 31 décembre 2021).
- Le résultat net ressort positif à +4,1 M€ et en progression marquée (+0,8 M€, soit +25%) par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

#### **1.4 Evolution de l'activité de la Société en 2021**

*Evolution du chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires 2021 est de 11.033 K€ contre 9.516 K€ en 2020. Cette augmentation de 1.517 K€ s'explique essentiellement par celle des licences (+1.662 K€).

Cette évolution positive provient essentiellement du projet PCSTORM : livraisons et déploiements continus avec une première mise à l'échelle débutée au premier semestre 2021.

Les revenus récurrents de maintenance augmentent également sur la période (+180 K€) suite notamment aux nouveaux revenus de maintenance issus des plateformes **team on mission**, déployées depuis quelques mois.

### *Evolution des résultats*

Le résultat net de la Société ressort positif à +1.924 K€ contre un bénéfice de 2.830 K€ en 2020. Cette variation (-906 K€) s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- Le résultat d'exploitation, bénéficiaire à hauteur de +1.033 K€, est en progression de +74 K€. L'augmentation des revenus (+1.517 K€) est absorbée par celle des charges externes (+1.875 K€) : augmentation des coûts de structure filiales (+1.428 K€) suite à l'augmentation des effectifs en Tunisie et en France, et appel récurrent à de la sous-traitance (+240 K€) dans le cadre du développement de certains modules spécifiques, implémentés ensuite directement dans les solutions **team on mission** et **team on the run** (module "Field Service Management" et "Geofencing" en particulier) ; l'augmentation des autres produits (+596 K€, suite notamment à l'augmentation des royalties facturées à la filiale française) permet cependant au résultat d'exploitation de rester stable en 2021 par rapport à celui de 2020 ;
- Le résultat financier (+140 K€) diminue de façon significative (-1.010 K€) car l'exercice 2020 avait été marqué par une plus-value de cession significative suite au reclassement des actions auto détenues par la Société en juillet 2020 (+1.143 K€). Cette opération n'est pas, par nature, récurrente en 2021 ;
- Le résultat fiscal d'un montant de +878 K€ (produit d'impôt) est en augmentation de 52 K€ par rapport à celui constaté en 2020. Cette évolution provient de l'augmentation du Crédit d'Impôt Recherche. La Société continue à bénéficier de cette incitation fiscale (881 K€ en 2021 contre 856 K€ en 2020) constatée en produit fiscal de période. Les effets de l'intégration fiscale sont négatifs à hauteur de (12) K€ en 2021 contre (35) K€ en 2020. Depuis la fin de l'exercice 2020, la Société, seule, ne dispose plus de reports déficitaires propres mais ces derniers sont de 7.547 K€ dans le cadre de l'intégration fiscale mise en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 (contre 8.750 K€ fin 2020). La diminution des reports déficitaires s'explique par les résultats fiscaux bénéficiaires de la Société et de sa filiale StreamWIDE France.

L'année 2021, comme l'année 2020, est donc principalement marquée par une augmentation significative des revenus, elle-même générée par les nouvelles solutions développées par la Société depuis quelques années. Le contrôle efficace des coûts opérationnels permet au résultat d'exploitation et au résultat net d'être toujours bénéficiaires, malgré des frais de développement au sein des filiales (conservés en charges de période au niveau de la Société) qui augmentent (effectifs en hausse) pour porter et accompagner la croissance à court/moyen terme de l'activité.

## **2. Activité et situation du Groupe en 2021**

### **2.1 Présentation des comptes consolidés**

Le périmètre de consolidation du Groupe fin 2021 se compose de la Société, de sa filiale française StreamWIDE France SAS et des 5 autres filiales étrangères suivantes :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100% ;
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100% ;
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.



L'activité du Groupe en 2021 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en augmentation de 20%, un résultat opérationnel courant positif (+4,9 M€) en nette progression (+22%) et un résultat net bénéficiaire de 4,1 M€, après prise en compte des impacts financiers (+0,2 M€) et fiscaux (-1,1 M€), lui aussi en augmentation marquée (+25%).

- le CA est de 16,7 M€, en augmentation de 20% (+2,8 M€) par rapport à 2020 ;
- le résultat opérationnel courant est positif de +4,9 M€ (contre 4 M€ en 2020) et,
- le résultat net ressort positif à +4,1 M€ (contre +3,3 M€ en 2020).

Les principales données consolidées au titre de l'exercice 2021 sont les suivantes :

en K€	FY 2021	%CA	FY 2020	%CA	Var. (K€)	Var. (%)
Chiffre d'Affaires "Plateformes"	10 971	66%	8 300	59%	2 671	32%
Chiffre d'Affaires "Legacy"	5 751	34%	5 657	41%	94	2%
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>16 722</b>		<b>13 957</b>		<b>2 765</b>	<b>20%</b>
Charges de Personnel	-5 909	35%	-4 982	36%	-927	19%
Charges Externes	-2 171	13%	-2 112	15%	-59	3%
Autres Charges / Produits	723	-4%	764	-5%	-41	-5%
<b>TOTAL CHARGES avant amortissements</b>	<b>-7 356</b>		<b>-6 329</b>		<b>-1 027</b>	<b>16%</b>
<b>ROC avant amortissements (*)</b>	<b>9 366</b>	<b>56%</b>	<b>7 628</b>	<b>55%</b>	<b>1 738</b>	<b>23%</b>
Dotations Amortissements et Dépréciations	-4 456		-3 604		-852	24%
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (*)</b>	<b>4 910</b>	<b>29%</b>	<b>4 024</b>	<b>29%</b>	<b>886</b>	<b>22%</b>
Autres Charges / Produits opérationnels	3		-		3	
Charges / Produits financiers	244		-380		624	
Charges / Produits d'impôts	-1 060		-377		-683	
<b>RESULTAT NET</b>	<b>4 097</b>	<b>25%</b>	<b>3 267</b>	<b>23%</b>	<b>830</b>	<b>25%</b>

(\*) Le Résultat Opérationnel Courant avant amortissements (ROC avant amortissements) correspond à la différence entre les produits et les charges d'exploitation, avant amortissements et dépréciations (EBITDA). Le Résultat Opérationnel Courant (ROC) tient compte de ces amortissements et dépréciations (EBIT)

Le résultat opérationnel courant ressort bénéficiaire à 4,9 M€ au titre de l'exercice 2021. Il s'établissait à 4 M€ au 31 décembre 2020. Retraité de l'impact des amortissements de période (4,5 M€ contre 3,6 M€ en 2020, dont respectivement 3,4 M€ et 2,6 M€ au titre des amortissements pratiqués sur les frais de développement), il est positif de 9,4 M€ contre 7,6 M€ en 2020. A noter que ce résultat tient compte des retraitements liés à IFRS 16 "Contrats de location" à hauteur de 0,5 M€ en 2021 et 0,6 M€ en 2020. Retraité de cet impact, le résultat opérationnel courant avant amortissements est de 8,9 M€ contre 7,1 M€ en 2020, soit une progression de +1,8 M€.

L'analyse du chiffre d'affaires et de son évolution, ainsi que celle des résultats, ont été présentées ci-dessus dans les événements significatifs de la période, aussi bien au niveau du Groupe (confer note 1.3) que de la Société (confer note 1.4).

Les autres éléments significatifs que l'on peut noter concernant les résultats annuels 2021 sont les suivants :

- Les charges de personnel augmentent de 0,9 M€ après activation des frais de développement. Avant activation, elles augmentent de 2 M€ suite essentiellement aux nombreuses embauches nettes effectuées au sein du Groupe pendant l'année 2021 (+27 personnes).

- *Les charges externes restent quasi stables* suite à des effets qui se compensent entre les frais marketing en augmentation (salons professionnels de nouveau en présentiel) et d'autres postes contrôlés et maîtrisés en 2021 (maintenances, honoraires et déplacements). Par ailleurs, comme indiqué précédemment, l'impact IFRS16, qui vient réduire la charge locative, reste quasi identique entre 2021 et 2020.
- *Les autres charges et produits* enregistrent principalement les reprises des Crédits d'Impôt Recherche, constatées au même rythme que les amortissements comptabilisés (confer règles et méthodes comptables).

La variation des amortissements de période des frais de développement est de +0,8 M€ alors que les reprises de Crédit d'Impôt Recherche sont de 0,9 M€ en 2021, contre 0,8 M€ en 2020. L'impact net de ces éléments (hors imposition différée) est le suivant :

- o Exercice 2020 : activation de 4,5 M€ bruts de frais de développement, amortissements à hauteur de 2,6 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,8 M€ : impact net en résultat opérationnel de +2,7 M€, en augmentation de 1 M€ par rapport à l'exercice 2019. Cette évolution s'explique principalement par l'activation de certains frais de développement sous traités depuis 2020 (0,7 M€).
  - o Exercice 2021 : activation de 5,9 M€ bruts de frais de développement, amortissements à hauteur de 3,4 M€ et reprise de Crédit d'Impôt Recherche pour 0,9 M€ : impact net en résultat opérationnel de 3,4 M€, en augmentation de 0,7 M€ par rapport à l'exercice 2020. Cette évolution, comme celle de 2020, s'explique principalement par l'activation de frais de développement sous traités (1 M€ en 2021 contre 0,7 M€ en 2020).
- *L'impact des produits / charges financiers* est positif et en augmentation de +0,6 M€ en 2021, suite à des effets de change USD/€ favorables notamment au second semestre 2021, et à la charge financière (47 K€ en 2021 contre 65 K€ en 2020) liée à l'application de IFRS16 "Contrats de location".
  - *La charge nette d'impôts* est de -1,1 M€ au 31 décembre 2021, en augmentation de -0,7 M€ par rapport à l'exercice précédent. Depuis 2017, aucun actif d'impôt différé n'a été reconnu sur les reports déficitaires du Groupe, au-delà des passifs d'impôts différés issus de l'activation des frais de développement. Depuis l'exercice 2020, la valeur nette des frais de développements activés est devenue supérieure aux reports déficitaires restant à imputer. Au 31 décembre 2021, cette tendance s'accroît car le Groupe continue à activer des frais de développement (valeur nette de 12,2 M€ fin 2021 contre 9,7 M€ fin 2020) tout en réalisant des résultats fiscaux positifs ce qui diminue d'autant le solde des reports déficitaires restant à imputer (7,5 M€ fin 2021 contre 8,7 M€ fin 2020). La position fiscale différée nette est donc un passif d'impôts différés (en augmentation) impliquant de fait une charge en résultat. Par ailleurs, les perspectives de résultat du Groupe dans les prochaines années étant positives, l'activation des reports déficitaires restants est pleinement justifiée. Le résultat fiscal est détaillé ci-dessous :

en M€	FY 2021	FY 2020	Variation
Impôts différés sur activation R&D	-0,6	-0,3	-0,3
Impôts différés actifs sur reports déficitaires	-0,3	0,0	-0,3
<i>dont filiales françaises</i>	-0,3	-	-
<i>dont filiales étrangères</i>	-	-	-
Impôts courants	-0,2	-0,1	-0,1
<b>Total Charges (-) / Produits (+) d'impôts</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,7</b>

- o Les impôts courants correspondent à des retenues à la source au niveau des sociétés françaises et de la filiale américaine du Groupe, et de l'impôt société constaté au niveau des filiales étrangères du Groupe ;
- o Les impôts différés passifs lié à l'activation des frais de développement font l'objet d'une charge supplémentaire de 0,3 M€, du fait de l'augmentation, en 2021, des montants activés nets ;
- o Les impôts différés actifs sur reports déficitaires diminuent de 0,3 M€ (charge de période) suite aux résultats fiscaux positifs constatés au niveau des sociétés françaises du Groupe. Comme lors des exercices précédents, aucun actif d'impôts différés n'a été comptabilisé en 2021 sur les reports déficitaires de période de la filiale américaine de façon conservatrice.

Pour mémoire, La Société a opté, avec sa filiale StreamWIDE France SAS, pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Au total, le résultat opérationnel courant enregistre donc une progression de +0,9 M€ pour s'établir à 4,9 M€, représentant une marge opérationnelle stable de 29%. Après prise en compte du résultat financier bénéficiaire de 0,2 M€ et des impacts fiscaux différés non cash de -1,1 M€, le résultat net 2021 est un bénéfice de 4,1 M€, lui aussi en augmentation par rapport à celui de 2020 (+0,8 M€ soit +25%).

La situation financière au 31 décembre 2021 est la suivante :

(En K€)	31-déc.-21	31-déc.-20	31-déc.-21	31-déc.-20	
Immobilisations incorporelles	12 452	9 991	305	292	Capital social
Immobilisations corporelles	1 750	2 287	17 630	12 560	Primes et réserves
Autres actifs financiers	495	701	-3 556	-165	Titres auto détenus
Actifs d'impôts différés	72	65	4 097	3 267	Résultat Part du Groupe
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>14 769</b>	<b>13 044</b>	<b>18 476</b>	<b>15 954</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>
Stocks	-	-	2 365	2 804	Passifs financiers
Créances clients	7 677	6 141	511	952	Passifs locatifs
Autres débiteurs	1 561	1 328	403	387	Provisions à long terme
Actifs fiscaux	2 114	987	1 636	1 476	Produits fiscaux différés
Trésorerie et équivalent de trésorerie	8 200	9 536	1 114	201	Passifs d'impôts différés
			<b>6 028</b>	<b>5 820</b>	<b>PASSIFS NON COURANTS</b>
			426	363	Passifs financiers
			441	502	Passifs locatifs
			1	7	Provisions à court terme
			1 075	898	Fournisseurs et autres créditeurs
			3 340	2 634	Dettes fiscales et sociales
			818	738	Produits fiscaux différés
			3 715	4 119	Produits constatés d'avance
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>19 552</b>	<b>17 992</b>	<b>9 817</b>	<b>9 261</b>	<b>PASSIFS COURANTS</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>34 321</b>	<b>31 037</b>	<b>34 321</b>	<b>31 037</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>

Le total de la situation financière au 31 décembre 2021 est de 34,3 M€. La hausse de 3,3 M€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 5,9 M€ en valeur brute et 3,4 M€ d'amortissements, soit une augmentation de +2,5 M€ en valeur nette. Pour mémoire, en 2020, les montants bruts et nets avaient respectivement varié de +4,5 M€ et +1,9 M€;

Le montant immobilisé au titre des frais de développement augmente donc par rapport au 31 décembre 2020 (9,7 M€) et ressort à 12,2 M€ en valeur nette cumulée au 31 décembre 2021 ;

- *Augmentation du poste client* de 1,6 M€ suite essentiellement à l'augmentation des revenus constatée en 2021 et à des facturations importantes en décembre 2021 envers quelques clients identifiés ;
- *Augmentation des autres débiteurs et des actifs fiscaux* de +1,4 M€ : l'évolution des créances fiscales de TVA déductibles et des Crédits d'Impôt Recherche explique cette variation. La créance de CIR 2020 (1 M€) n'ayant pas été remboursée au 31 décembre 2021 (remboursement attendu au premier semestre 2022), cela augmente d'autant les actifs fiscaux ;
- *Diminution de la trésorerie* (-1,3 M€ par rapport au 31 décembre 2020) qui s'élève à 8,2 M€ au 31 décembre 2021, hors dettes financières. La diminution de la trésorerie provient des flux d'investissements en hausse (investissements dans les développements produits) et des flux de financement en nette diminution par rapport à 2020, exercice qui avait enregistré le versement des Prêts Garanti par l'Etat et des cessions nettes d'actions auto détenues.

Les investissements effectués dans le développement des nouvelles solutions sont restés soutenus (flux d'investissement net de -6,4 M€) mais sont et restent toujours inférieurs à la capacité d'autofinancement positive du Groupe (8,9 M€ et en augmentation de +2,8 M€ par rapport à 2020). Les flux de financement sont quant à eux négatifs de -2,5 M€ suite essentiellement à l'augmentation de capital issue de l'exercice de BSA au premier semestre 2021 (+1,9 M€) et aux rachats nets d'actions auto détenues (-3,5 M€). Le remboursement annuel de l'emprunt obligataire envers le GIAC reste de -0,4 M€ annuel et prendra fin en juillet 2022.

Au passif,

- *Augmentation des capitaux propres* (+2,5 M€), suite essentiellement aux résultats nets positifs de 2021 (+4,1 M€), à l'augmentation de capital suite à l'exercice de BSA (+1,9 M€) et aux rachats nets d'actions auto détenues effectués en 2021 (-3,4 M€) ;
- *Diminution des passifs financiers courants et non courants* (-0,4 M€) suite aux remboursements de l'emprunt obligataire effectués en 2021 (-0,4 M€). Les PGE sont classés en passifs financiers non courants car le Groupe a opté pour un remboursement en 5 ans avec une année de différé ;
- *Diminution des dettes locatives non courantes* (-0,5 M€) et *courantes* (-0,1 M€) suite à l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" et à l'évolution dans le temps du droit d'usage ;
- *Augmentation des dettes d'exploitation* (+0,9 M€) suite à l'évolution de l'activité en 2021 (dettes fournisseurs et dettes de TVA collectée en progression) et à l'augmentation de la masse salariale et des dettes sociales (cotisations quatrième trimestre 2021 réglées en janvier 2022) sous-jacentes ;

- Diminution des passifs sur contrats de revenus (3,7 M€ et diminution de 0,4 M€), qui enregistrent comme les années précédentes les facturations effectuées en fin de période, relatives à des revenus futurs (par exemple, maintenance annuelle facturée d'avance). Ces comptes de régularisation sont récurrents du fait des règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe et des jalons contractuels de facturation. Ces passifs sur contrats de revenus devraient cependant continuer à diminuer en 2022 et 2023.

Les flux de trésorerie de la période peuvent être présentés comme suit :

(en K€)	FY 2021	FY 2020	Variations
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	7 291	5 445	1 846
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-6 174	-4 351	-1 823
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-2 453	4 435	-6 888
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-1 336</b>	<b>5 529</b>	<b>-6 865</b>

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont positifs (+7,3 M€) et en augmentation de 1,8 M€ par rapport à 2020 (variation du BFR de -1,6 M€ en 2021 contre -0,6 M€ en 2020) dans un contexte d'augmentation des résultats (+0,8 M€) et des revenus (+2,8 M€). La capacité d'autofinancement du Groupe ressort à +8,9 M€ et augmente de 2,8 M€ par rapport à 2020.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentent principalement les frais de développement engagés sur l'exercice. Au 31 décembre 2021, ces frais représentent un montant de 5,9 M€ incluant des frais sous traités à hauteur de 1 M€. A noter également que la créance de CIR 2020 n'ayant pas été remboursée à la clôture 2021 (remboursement de 1 M€ attendu au premier semestre 2022), elle ne permet pas de compenser partiellement ces investissements, ce qui était le cas en 2020 (remboursement constaté à hauteur de 0,9 M€). Le flux net de trésorerie provenant des investissements 2022 devrait ainsi comprendre près de 2,1 M€ de remboursement, limitant ainsi le flux net.

Enfin, les flux de trésorerie provenant des activités de financement (-2,5 M€) correspondent structurellement aux paiements du capital et des intérêts liés à l'emprunt obligataire envers le GIAC (-0,4 M€ annuels, avec une dernière échéance en juillet 2022) mais enregistrent également, en 2021, l'augmentation de capital réalisée suite à l'exercice de BSA au premier semestre de l'exercice (+1,9 M€). Par ailleurs, les mouvements nets d'achats ventes d'actions auto détenues étaient positifs en 2020 (reclassement d'actions auto détenues générant +2,6 M€ de trésorerie) alors qu'ils sont négatifs en 2021 (achats nets d'actions en auto détention générant une consommation de trésorerie de 3,4 M€). L'impact de la norme IFRS 16 "Contrats de location" induit quant à lui une diminution des dettes locatives (-0,5 M€) et des intérêts financiers liés (0,1 M€).

Evolution de la trésorerie par rapport au 31 décembre 2020 : la diminution de la trésorerie brute (-1,3 M€) constatée en 2021 s'explique donc essentiellement par :

- Des flux opérationnels positifs de 7,3 M€ (+1,8 M€ par rapport à l'exercice 2020) suite à l'augmentation du résultat net 2021 (+0,8 M€) et à un impact maîtrisé, mais négatif, du besoin en fonds de roulement (+1,6 M€) dans un contexte de croissance de l'activité ;
- Des flux d'investissement de -6,2 M€ (-1,8 M€ par rapport à l'exercice 2020), suite aux développements continus des nouvelles solutions (5,9 M€) et au retard de remboursement de la créance de CIR 2020 d'un montant de 1 M€ ;

- Des flux de financement de -2,5 M€ (-6,9 M€ par rapport à l'exercice 2020), suite aux remboursements de période de l'emprunt obligataire (-0,4 M€), à l'augmentation de capital intervenue en 2021 (+1,9 M€) et aux achats nets d'actions auto détenues (-3,4 M€ contre +2,6 M€ de trésorerie générée suite au reclassement effectué en juillet 2020).

## 2.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir du Groupe

Comme annoncé lors de la publication du chiffre d'affaires 2021 en février dernier, les résultats 2021 sont en nette progression, soutenus par la croissance des revenus et par une maîtrise continue des coûts, permettant ainsi de maintenir les niveaux déjà élevés de marges opérationnelles.

Concernant l'activité "plateformes", la finalisation de certains projets structurants ministériels français et européens, aux impacts financiers significatifs, devraient intervenir dans les prochaines semaines. Le Groupe reste très bien positionné pour être sélectionné au sein des consortiums retenus. Ainsi, le niveau des revenus "plateformes" en 2022 sera très largement lié au calendrier final des notifications officielles et du déploiement opérationnel de ces projets. La nouvelle organisation mise en place permettra au Groupe de répondre avec agilité à cette nouvelle étape de son développement.

Le développement de l'activité "plateformes" sera également lié aux différentes opportunités apportées par l'écosystème commercial développé par le Groupe depuis plusieurs mois. Ces efforts commerciaux devraient se concrétiser à court terme par de nouveaux partenariats et par de nouveaux projets adressés, notamment en France, où les enjeux de souveraineté des solutions collaboratives proposées deviennent de plus en plus présents et stratégiques. Les sources de revenus et de croissance futurs pourraient ainsi se diversifier rapidement.

Les investissements réalisés dans les solutions **team on mission** et **team on the run** sont intégrés dans des architectures techniques sécurisées, évolutives et souveraines, ce qui est un réel différenciant par rapport aux autres solutions existantes.

La capacité d'autofinancement positive du Groupe permet de soutenir ses développements, tout en assurant et en augmentant la qualité "end to end" des produits, de leurs fonctionnalités et de leurs composants (serveurs, applications mobiles et web).

Par ailleurs, l'activité "legacy" est récurrente et devrait ainsi générer un niveau de revenus 2022 proche de celui de 2021. Ce marché restant opportuniste, des gains éventuels de nouveaux clients ou des extensions de base déjà installée pourraient générer de la croissance ponctuelle.

Le contexte international et politique des dernières semaines ne devrait pas, à court terme, impacter négativement les activités internes (développement produits) et externes (développement commercial) du Groupe.

Le Groupe est confiant quant à l'adéquation des solutions qu'il propose avec les enjeux et les marchés actuellement adressés et adressables. En effet, l'avance technologique démontrée par ces solutions lui permet d'être positionné comme un acteur majeur du marché des communications critiques. Comme dans toute évolution technologique, la seule inconnue reste la vitesse de généralisation, de mise à l'échelle et d'adoption de ces solutions de nouvelle génération par l'ensemble du marché adressable. La résilience de l'organisation technique et humaine du Groupe lui permet d'être positionné au mieux pour tirer parti de cette croissance à venir du marché des communications et des activités critiques.

### 3. Activité et situation de la Société en 2021

#### 3.1 Présentation des comptes statutaires au 31 décembre 2021

(En K€)	31-déc.-21	31-déc.-20	31-déc.-21	31-déc.-20	
Immobilisations incorporelles	43	41	305	292	Capital social
Immobilisations corporelles	225	140	10 854	6 137	Réserves
Immobilisations financières	4 148	3 959	1 924	2 830	Résultat
<b>ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>4 416</b>	<b>4 140</b>	<b>13 083</b>	<b>9 259</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>
Stocks	-	-	206	307	Provisions
Créances clients	11 736	9 363	1 718	1 716	Emprunts et dettes financières
Autres créances	2 491	1 464	2 049	1 420	Dettes fournisseurs
Valeurs mobilières de placement	3 556	165	1 793	1 483	Dettes fiscales et sociales
Trésorerie	6 505	8 248	6 736	6 757	Autres dettes
			2 945	2 435	Produits constatés d'avances
			174	3	Ecarts de conversion passifs
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	<b>24 288</b>	<b>19 240</b>	<b>15 621</b>	<b>14 121</b>	<b>TOTAL DETTES</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>28 704</b>	<b>23 380</b>	<b>28 704</b>	<b>23 380</b>	<b>TOTAL PASSIFS</b>

Le total bilan au 31 décembre 2021 est de 28,7 M€ en augmentation de +5,3 M€ par rapport à l'exercice antérieur. Les principales variations sont les suivantes :

A l'actif,

- *Augmentation de +2,3 M€ des créances clients* : cette augmentation fait suite à l'évolution positive des revenus en 2021 ;
- *Augmentation de +1 M€ des autres créances*, suite au remboursement de la créance CIR 2020 (1 M€) attendu au premier semestre 2022, alors que la créance 2019 avait été remboursée dès mai 2020 ;
- *Augmentation de +3,4 M€ des valeurs mobilières de placement* : après le reclassement effectué en juillet 2020, le Groupe a souscrit 100.008 nouvelles actions auto détenues au cours de l'exercice 2021 ;
- *Diminution de -1,7 M€ de la trésorerie* : les investissements soutenus dans les développements produits et les rachats d'actions auto détenues expliquent cette consommation de trésorerie, compensée par la progression continue des revenus en 2021.

Les autres postes de l'actif ne varient pas de façon significative et n'appellent donc pas de commentaire particulier.

Au passif,

- *Augmentation des capitaux propres (+3,8 M€)*, suite au résultat net de période (+1,9 M€) et à l'augmentation de capital issue de l'exercice de BSA au premier semestre 2021 (+13 K€ en valeur nominale et +1.888 K€ en prime de conversion) ;

- *Augmentation des dettes d'exploitation (+0,9 M€)* sous l'effet principalement des dettes fournisseurs et des dettes de TVA collectée (en parallèle des créances clients) ;
- *Augmentation des produits constatés d'avance (+0,5 M€)*, suite à des facturations importantes intervenues fin 2021 envers quelques clients identifiés et aux décalages entre certaines facturations et la reconnaissance des revenus en contrepartie.

Les autres postes du passif ne varient pas de façon significative et n'appellent donc pas de commentaire particulier.

Le résultat net 2021 ressort bénéficiaire à +1,9 M€, en diminution de (0,9) M€ par rapport au résultat net 2020.

Le compte de résultat 2021 simplifié est le suivant :

(En K€)	31-déc.-21	31-déc.-20
Ventes de services	11 033	9 516
Ventes de marchandises	-	-
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>11 033</b>	<b>9 516</b>
Autres produits	1 036	439
Achats de marchandises	-	-
Variation de stocks	-	-
Charges externes	-9 140	-7 264
Impôts et taxes	-63	-63
Charges de personnel	-1 697	-1 484
Dotations aux amortissements	-118	-63
Dotations aux provisions	-1	-110
Autres charges	-16	-12
<b>RESULTAT EXPLOITATION</b>	<b>1 034</b>	<b>959</b>
Produits financiers	140	1 150
Charges financières	-139	-105
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>1</b>	<b>1 045</b>
Produits exceptionnels	11	6
Charges exceptionnelles	-	-6
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>11</b>	<b>0</b>
Impôts sur les bénéfices	878	826
<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 924</b>	<b>2 830</b>

Les principaux commentaires au titre de l'exercice 2021 sont les suivants :

- *Evolution du chiffre d'affaires* : confor note 1.4 "Evolution de l'activité de la Société en 2021" ;
- *Augmentation des autres produits de +0,6 M€*, suite à la hausse des royalties (taux identiques aux exercices précédents) issues des revenus licences des filiales commerciales (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.) en hausse en 2021 ;



- *Augmentation des charges externes de +1,8 M€*, suite à des coûts filiales en augmentation de +1,4 M€ (hausse des effectifs notamment en France et en Tunisie pour soutenir et accélérer les développements produits) et à de nouvelles dépenses de sous traitance (+0,2 M€) pour assurer le développement de fonctionnalités spécifiques, implémentées ensuite dans les nouvelles solutions (module "Field Service Management" et "Geofencing"). Ces dépenses de sous traitance devraient diminuer dès 2022 ;
- *Augmentation des charges de personnel de 0,2 M€ à 1,7 M€*, due uniquement à des effets "prix" et à des commissions versées en légère progression, ainsi qu'à la mise en place à compter de 2020 d'un nouvel accord d'intéressement.

Les autres éléments d'exploitation ne varient pas de façon significative. La progression du résultat d'exploitation (+0,1 M€) s'explique ainsi principalement par celle des revenus et des autres revenus en 2021 (+2,1 M€), compensée en partie par celles des charges externes (+1,8 M€) et des charges de personnel (+0,2 M€).

- *Diminution du résultat financier (-1 M€)* suite au reclassement et à la cession, en juillet 2020, des titres auto détenus par la Société. Ce reclassement a généré une plus-value de 1,1 M€, par nature non récurrente.
- *Augmentation du résultat fiscal à +0,9 M€* : la Société continue de bénéficier notamment d'un Crédit d'Impôt Recherche de 0,9 M€ au titre de 2021 (contre 0,8 M€ en 2020). Par ailleurs, l'effet de l'intégration fiscale qui a débuté au 1<sup>er</sup> janvier 2012 est légèrement négatif en 2021 (charge de 12 K€ contre 36 K€ en 2020) suite aux résultats fiscaux 2021 positifs de la Société et de sa filiale intégrée StreamWIDE France SAS. Au 31 décembre 2021, la Société ne bénéficie plus de report fiscal déficitaire propre. Post intégration, les reports fiscaux déficitaires restant à imputer sont de 7,5 M€ au 31 décembre 2021 (contre 8,7 M€ au 31 décembre 2020).

Le résultat d'exploitation 2021 ressort bénéficiaire à +1 M€. Après prise en compte d'un résultat financier quasi nul (contre un bénéfice de 1 M€ en 2020 suite au reclassement d'actions auto détenues), d'un résultat exceptionnel non significatif et d'un produit fiscal de 0,9 M€, le résultat net de la période est un bénéfice de 1,9 M€ contre un bénéfice de 2,8 M€ en 2020, qui incluait une plus-value de cession financière (1 M€) non récurrente en 2021.

### **3.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir de la Société**

La Société étant la société mère et la holding du Groupe, les mêmes commentaires que ceux établis pour le Groupe (confer note 2.2) peuvent être repris concernant les évolutions prévisibles et les perspectives d'avenir de la Société.

## **4. Informations juridiques**

### **4.1 Filiales et participations**

Le périmètre du Groupe se compose des six (6) filiales opérationnelles suivantes au 31 décembre 2021 :

- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%
- StreamWIDE France, société de droit français contrôlée à 100%
- StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien contrôlée à 100%
- StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien contrôlée à 100%.

Filiales	Pays	% de détention	Valeurs brutes des titres	
			31-déc.-21	31-déc.-20
Streamwide France	France	100,00%	3 050 518	3 050 518
Beijing Streamwide	Chine	100,00%	213 275	213 275
Streamwide Romania	Roumanie	100,00%	40 000	40 000
Streamwide Tunisie	Tunisie	99,99%	4 865	4 865
Streamwide PTE Ltd	Singapour	100,00%	65	65
Streamwide Inc	Etat-Unis	100,00%	1	1
<b>Total</b>			<b>3 308 724</b>	<b>3 308 724</b>

Pour information, une société anglaise (StreamWIDE LTD) a été créée en mai 2013. Cette société, détenue à 100% par la Société, n'a eu aucune activité depuis sa création, et aucun flux n'a été constaté sur les périodes concernées. Son capital social est de 1€ au 31 décembre 2021. Cette société dormante n'est donc pas consolidée dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2021 et sera dissoute prochainement.

#### 4.1.1 Activité des filiales au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous vous informons ci-après de l'activité de nos filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Dernier exercice clos (en €)	StreamWIDE					
	Romania	Beijing	Inc	France	Tunisie	PTE LTD
Capital	40 000	213 275	1	3 050 518	4 865	65
Capitaux propres	743 463	80 038	-1 705 501	4 088 902	559 105	-59 812
Résultat net comptable	192 470	8 991	58 508	358 221	129 317	38 126
Chiffre d'affaires	4 230 397	228 131	2 126 560	5 362 131	1 823 248	61 339
Avances consenties à la filiale	241 281		397 811			141 943
Dépréciation des avances consenties						
Avances reçus de la filiale				6 616 359		
Cautions et avals fournis						
Dividendes encaissés au cours de l'exercice						

#### o StreamWIDE Romania

La Société détient 100 % du capital de la société StreamWIDE ROMANIA, SRL de droit roumain, créée en janvier 2006, au capital de 40.000 €, dont le siège social est situé à Bucarest, 165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3 (Roumanie), et immatriculée en Roumanie sous le n° J40/1376/2006. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2021.

La société StreamWIDE ROMANIA a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications, des entreprises et des administrations.

Au titre de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires et les autres produits s'élèvent à 4.230.397 € (refacturations à la Société) contre 3.726.855 € en 2020 et le résultat net est un bénéfice de 192.470 € (contre un bénéfice de 171.827 € en 2020).

#### o StreamWIDE Beijing Technology Company Limited

La Société détient 100% du capital de la société, StreamWIDE Beijing Technology Company Limited, société de droit chinois (RPC) créée en septembre 2007, au capital de 300.000 USD dont le siège social est situé 804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. Pékin 100872 (Chine). Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2021.

La société StreamWIDE Beijing Technology Company Limited a pour activité la commercialisation, la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications, des entreprises et des administrations de la zone APAC.

Au titre de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires et les autres produits s'élèvent à 228.131 € (refacturations à la Société) contre 192.443 € en 2020 et le résultat net est un bénéfice de 8.991 € (contre une perte de (2.064) € en 2020).

- o **StreamWIDE Inc**

La Société détient 100% du capital de la société StreamWIDE Inc, société de droit américain créée en juillet 2007, au capital de 1 USD, dont le siège social est situé 1099 Wall Street West, Suite 354 07071 Lyndhurst, New Jersey (Etats Unis d'Amérique). Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2021.

La société StreamWIDE Inc. a pour activité la commercialisation, la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications, des entreprises et des administrations de la zone Amérique Nord et Sud.

Au titre de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 2.126.560 € contre 1.057.347 € en 2020 et le résultat net est un bénéfice de 58.508 € (contre une perte de (283.593) € en 2020).

- o **StreamWIDE France SAS**

La Société détient 100% du capital de la société StreamWIDE France SAS, société de droit français créée le 29 juin 2011 au capital de 3.050.518 € dont le siège social est situé 84 rue d'Hauteville, 75010 Paris (France), identifiée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 533 297 768. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2021.

La société StreamWIDE France SAS a pour activité la commercialisation, la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications, des entreprises et des administrations de la zone Europe-MEA.

Au titre de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 5.362.131 € contre 4.461.459 € en 2020 et le résultat net est un bénéfice de 358.221 € (contre un bénéfice de 713.165 € en 2020).

- o **StreamWIDE Tunisia Sarl**

La Société détient 99,99% du capital de la société StreamWIDE Tunisia Sarl, société de droit tunisien créée le 3 janvier 2013 au capital de 10.000 TND dont le siège social est situé Rue du Lac Constance, Immeuble Green Center, C1.1, 4<sup>ème</sup> étage, Les Berges du Lac- 1053 Tunis (Tunisie), identifiée au Registre de Commerce et des Sociétés de Tunis sous le numéro RC B012502013. Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2021.

La société StreamWIDE Tunisia Sarl a pour activité principale la conception et la fourniture des applications mobiles des produits du Groupe, dont notamment les versions clients liées aux nouvelles solutions **team on mission** et **team on the run**.

Au titre de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires et les autres produits s'élèvent à 1.823.248 € (refacturations à la Société) contre 1.353.880 € en 2020 et le résultat net est un bénéfice de 129.317 € (contre un bénéfice de 11.939 € en 2020).

## o **StreamWIDE PTE Ltd**

La Société détient 100% du capital de la société StreamWIDE PTE Ltd, société de droit singapourien créée en mai 2016, au capital de 100 SGD, dont le siège social est situé 141 Cecil Street #10-01 Tung Ann Association Building 069541 Singapore (Singapour). Cette société est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2021.

La société StreamWIDE PTE Ltd. a pour activité la commercialisation des solutions **team on mission** et **team on the run** en Asie du Sud-Est, et assure également toutes les activités annexes à ces ventes. Elle a été créée pour renforcer et confirmer la présence du Groupe dans cette zone géographique.

Au titre de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires et les autres produits d'élèvent à 61.339 € contre 81.324 € en 2020, et le résultat net est un bénéfice de 38.126 € (contre une perte de (2.461) € en 2020).

### 4.1.2 *Etat et évolution des participations*

Néant.

### 4.1.3 *Création de filiales ou prises de participation au cours de l'exercice écoulé*

Conformément aux dispositions de l'article L.232-6 du Code de commerce, nous vous rappelons que votre Société n'a pas créé de filiale ou pris de participation au cours de l'exercice écoulé.

### 4.1.4 *Liste des succursales*

Conformément à l'article L.232-1 II du Code de commerce, nous vous confirmons que la Société n'a pas de succursale en France et à l'étranger.

## **4.2 Activité en matière de Recherche et Développement au sein de la Société et du Groupe**

### 4.2.1 *Au sein de la Société*

Conformément à l'article L.232-1 du Code de commerce, la Société a engagé, au cours de l'exercice 2021, des frais directs et indirects (salaires, amortissements, honoraires et sous-traitance recherche & développement aux filiales) en matière de recherche et développement à concurrence de 6.840.369 € (contre 5.412.148 € en 2020 et 4.042.197 € en 2019).

La Société ne retient pas la méthode préférentielle d'activation de ces frais de développement dans ses comptes statutaires. En revanche, les critères d'activation de ces dépenses étant tous satisfaits, il est activé, au titre de l'exercice 2021, dans les comptes consolidés du Groupe, un montant brut de 5.940.565 € (après annulation des marges internes et des frais indirects). Ce montant intègre des frais de sous-traitance à hauteur de 995.884 €. Pour rappel, le montant activé au titre de l'exercice 2020 était de 4.499.740 € (dont 678.644 € de frais de sous-traitance).

Il est rappelé que la Société devrait bénéficier d'un Crédit d'Impôt Recherche au titre de l'exercice 2021. Au 31 décembre 2021, une provision a été enregistrée à hauteur de 880.533 € (contre 855.703 € en 2020 et 820.441 € en 2019). La filiale française de la Société bénéficie également d'un Crédit d'Impôt Recherche à hauteur de 241.240 € (contre 99.431 € en 2020 et 63.563 € en 2019).

La créance globale de CIR au titre de 2019 (884.004 €) a été remboursée en mai 2020. Le remboursement anticipé de la créance globale au titre de 2020 (955.134 €) reste en attente et devrait intervenir au premier semestre 2022. Le remboursement anticipé de la créance globale au titre de 2021 (1.121.772 €) sera prochainement demandé, conformément aux exercices précédents.

#### 4.2.2 *Au sein du Groupe*

Il existe au sein du Groupe des conventions et accords de sous-traitance relatifs à la Recherche et Développement effectuée par les différentes filiales au seul profit du Groupe. Les dépenses de Recherche et Développement engagées par les filiales au seul profit du Groupe sont les suivantes au titre de l'exercice 2021 :

- StreamWIDE Romania :	4.145.012 €	(contre 3.623.576 € en 2020)
- StreamWIDE Tunisia :	1.599.784 €	(contre 1.240.439 € en 2020)
- StreamWIDE France :	868.520 €	(contre 354.533 € en 2020)
- StreamWIDE Beijing :	227.053 €	(contre 193.599 € en 2020)

Ces différents montants, dans le cadre de conventions, sont refacturés à la Société. Il est à noter également que la filiale roumaine bénéficie d'un agrément fiscal et que les dépenses qu'elle engage au titre de la Recherche & Développement sont prises en compte dans la détermination du Crédit d'Impôt Recherche de la Société. Cet agrément sera renouvelé en 2022.

### 4.3 **Dépenses non déductibles fiscalement**

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal en regard de l'article 39-4 du même code.

### 4.4 **Administration et contrôle de la Société**

#### 4.4.1 *Mandats et fonctions des mandataires sociaux exercés au cours de l'exercice 2021*

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 1).

#### 4.4.2 *Termes des mandats des administrateurs et des commissaires aux comptes*

Nous vous rappelons que :

- les mandats de Messieurs Pascal BEGLIN, Lilian GAICHIES, Zakaria NADHIR et de Madame Lindy MARTI-WONG, en qualité d'administrateurs de la Société, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, et
- le mandat de la société Ernst & Young et Autres, commissaire aux comptes titulaire, arrivera à son terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Nous vous indiquons par ailleurs que Monsieur Zakaria NADHIR, pour raisons et projets personnels, a démissionné de l'ensemble de ces postes et mandats au sein du Groupe. Ainsi, compte tenu de ce départ, et sur proposition du Président du Conseil, le Conseil d'administration, lors de sa réunion en date du 23 novembre 2021, a coopté Monsieur Olivier TRUELLE, Directeur Administratif et Financier du Groupe depuis 2010 et Président de la filiale française et de la filiale tunisienne du Groupe, en qualité d'Administrateur. Une résolution en ce sens sera proposée à la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra le 24 juin 2022.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-83 5° du Code de commerce, nous vous communiquons, en Annexe, les renseignements requis par la loi sur le candidat proposé.

#### 4.4.3 Modalités d'exercice de la direction générale

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 4).

#### 4.4.4 Information sur la rémunération des mandataires sociaux

La rémunération brute versée aux dirigeants mandataires sociaux, s'élève à 377.290 € bruts au titre de l'exercice 2021. Cette rémunération a été versée à hauteur de 253.777 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 123.513 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2020, la rémunération brute des dirigeants mandataires sociaux s'élevait à 367.440 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 239.423 €, et de la société américaine pour 128.017 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

Cette information est également reprise dans les annexes aux comptes consolidés 2021 (paragraphe 9.4).

### 4.5 Dividendes antérieurement distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'au cours des trois derniers exercices, aucun dividende n'a été distribué.

### 4.6 Proposition d'affectation du résultat

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et amortissements, les comptes annuels de la Société qui vous sont présentés font ressortir un bénéfice net comptable de 1.923.701,55 euros au 31 décembre 2021.

Nous vous proposons d'affecter ce résultat bénéficiaire, d'un montant de 1.923.701,55 euros :

- pour un montant de 233,36 euros au compte "*Réserve légale*", lequel serait ainsi porté d'un montant de 30.299,62 euros à un montant de 30.532,98 euros ;
- pour un montant de 1.923.468,19 euros au compte "*Report à nouveau*", lequel serait ainsi porté d'un montant de 1.005.289,33 euros à un montant de 2.928.757,52 euros.

### 4.7 Tableau récapitulatif des résultats au cours des 5 derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices clos est présenté ci-après :

(En €)	31-déc.-17	31-déc.-18	31-déc.-19	31-déc.-20	31-déc.-21
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital	302 996,8	303 002,3	291 749,9	291 749,9	305 329,8
Nombre d'actions ordinaires	3 029 968	3 030 023	2 917 499	2 917 499	3 053 298
Nombre d'actions à dividende prioritaire	-	-	-	-	-
Nombre maximum d'actions à créer	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par souscription de droits	6	55	-	-	-
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'Affaires HT	2 243 963	3 651 362	6 773 031	9 516 252	11 032 917
Résultat avant impôts, participation amortissements et provisions	-2 746 211	-1 667 097	133 314	2 189 283	1 068 640
Impôts sur les bénéficiés	-572 428	-679 592	-826 441	-825 716	-878 335
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation amortissements et provisions	-2 185 335	-1 014 047	880 343	2 829 528	1 923 702
Résultat distribué (*)	-	-	-	-	-
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts et participation mais	-0,72	-0,33	0,33	1,03	0,64
avant amortissements et provisions					
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	-0,72	-0,33	0,30	0,97	0,63
Résultat par action distribué	-	-	-	-	-
<b>EFFECTIFS</b>					
Effectif moyen des salariés	10	10	10	10	11
Montant de la masse salariale de l'exercice	923 953	913 579	953 106	1 052 939	1 204 443
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	-	-	-	-	-

\* en attente de la décision de l'AGOAE

## 5. Autres informations

### 5.1 Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats, de la Société et du Groupe, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires comportant des indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la Société, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel

Les principales caractéristiques de notre activité au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont les suivantes :

- une augmentation du chiffre d'affaires de la Société de 1.517 K€, suite notamment au déploiement continu du projet PCSTORM et à la poursuite efficace du partenariat technologique avec Airbus SLC.

*Au niveau du Groupe*, les revenus augmentent de 2,8 M€ : les revenus de licences progressent (confer ci-dessus) de +2,6 M€ et s'établissent à 8,4 M€, les flux de maintenance sont en augmentation de +0,4 M€ à 3,6 M€ et les prestations de services diminuent quant à elles de -0,2 M€ à 4,8 M€.

- un résultat net statutaire positif de 1.924 K€ en diminution de -906 K€ par rapport à 2020. L'augmentation des revenus permet d'absorber l'augmentation des frais de développement constatée sur la période, suite aux nombreuses embauches effectués en 2021 (+27 personnes au niveau du Groupe). Le résultat financier statutaire est en nette diminution suite à la plus-value de +1,1 M€ réalisée en 2020 lors du reclassement des actions auto détenues en juillet 2020, opération par nature non récurrente. Enfin, l'impact fiscal reste quant à lui positif à 878 K€, grâce au Crédit d'Impôts Recherche dont bénéficie toujours la Société (881 K€ au titre de 2021 contre 855 K€ au titre de 2020). L'évolution du résultat net 2021 résulte donc essentiellement de celle du résultat financier, marqué en 2020 par une plus-value nette de cession. Les éléments d'exploitation et fiscaux restent quant à eux stables entre 2021 et 2020.

*Au niveau consolidé*, le résultat opérationnel courant du Groupe, avant prise en compte des amortissements mais après celle des reprises de Crédits d'Impôt Recherche en résultat et de l'impact de la norme IFRS 16 "Contrats de location", ressort positif à 9,4 M€ contre 7,6 M€ en 2020. Là encore, la progression des revenus (+2,8 M€) combinée à un contrôle efficace des coûts opérationnels en 2021 (+1 M€) génère un effet de levier et une croissance marquée des résultats annuels. Le résultat net consolidé, après prise en compte des amortissements de période (-4,5 M€), des impacts financiers (+0,2 M€) et fiscaux (-1,1 M€) ressort bénéficiaire à +4,1 M€ et en progression marquée (+0,8 M€, soit +25%) par rapport à l'exercice précédent.

- un endettement de 2,8 M€ au niveau consolidé (capital et intérêts restants dus, hors passifs locatifs) au 31 décembre 2021, suite au remboursement trimestriel de l'emprunt obligataire (solde de 0,3 M€ fin 2021) et à l'obtention d'un Prêt Garanti par l'État de 2,5 M€ à l'été 2020 (StreamWIDE SA à hauteur de 1,7 M€ et StreamWIDE France SAS à hauteur de 0,8 M€).
- une situation financière saine, solide et renforcée, compte tenu de la trésorerie disponible au 31 décembre 2021 au niveau du Groupe à hauteur de 8,2 M€ (avant prise en compte des dettes financières courantes et non courantes), en diminution de 1,3 M€ par rapport à la dernière clôture annuelle.

## 5.2 Principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés

En termes de risques structurels, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risques liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs télécom, ce qui a déjà été le cas au cours de périodes précédentes et ce qui est toujours le cas en 2021. Par ailleurs, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée.

Par ailleurs, les nouveaux marchés adressés notamment par la solution **team on mission** sont souvent gouvernementaux et subissent ainsi de longs cycles de ventes et de décisions. Des décalages temporels significatifs peuvent ainsi exister entre l'ouverture des marchés et leur notification finale, et de nombreux événements exogènes peuvent intervenir tout au long des procédures de ces marchés publics. Cela implique donc un risque de décalage des calendriers initialement prévus sans doute plus important encore qu'avec des clients privés.



Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée régulièrement au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.

- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse et de façon de plus en plus rapide, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible.

L'adoption plus ou moins rapide des technologies développées par le Groupe, dans un marché exigeant, peut également apparaître comme un risque conjoncturel pour le Groupe, réduisant ou accélérant ainsi son rythme de croissance séquentiel.

Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes, auprès notamment de l'APP à Paris, sont suivies et respectées au sein du Groupe.

- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de moindre taille par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés annuels 2021.
  - o *Risque de change* : les flux nets en devises étrangères devraient rester significatifs dans les prochains mois : peu de coûts opérationnels exprimés en dollar (uniquement ceux de la filiale américaine) et revenus en dollar plus importants que ces coûts. Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistantes au 31 décembre 2021, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque. La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine.
  - o *Risque de taux* : au 31 décembre 2021, les dettes financières courantes et non courantes de la Société et du Groupe se composent d'un emprunt obligataire à taux variable annuel (Euribor 3 mois + 3,05%) et d'un PGE à taux fixe en fonction des durées d'amortissement qui ont été retenues. Cependant, les niveaux actuels du taux Euribor 3 mois, et son évolution, n'impliquent pas de risque de taux significatif pour le Groupe.
  - o *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients.

Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non-recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

L'évolution du poste client, de sa structure en 2021 et de ses variations début 2022, démontre la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe. Aucun risque structurel n'est identifié au 31 décembre 2021.

- *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles.
- *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2021, et en cours de période, seuls des comptes à terme liquides et à rendement garanti sont utilisés.

### 5.3 Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société et par le Groupe

Au cours de l'exercice 2021, la Société et le Groupe n'ont pas utilisé d'instruments financiers tels que des instruments de couverture de change ou d'autres instruments dérivés.

### 5.4 Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients

Conformément aux dispositions du I de l'article D.441-6 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-dessous le détail des factures reçues et émises non réglées au 31 décembre 2021 :

SW SA \_ Factures reçues non réglées au 31 décembre 2021

Factures RECUES non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et +)
<b>(A) Tranche de retard de paiement</b>						
Nombre de factures concernées	32	19	3	-	9	31
Montant total des factures (€ TTC)	424 280 €	45 028 €	2 736 €	-	14 026 €	61 790 €
% du montant total des achats (€ HT)	3,8%	0,4%	0,0%	-	0,1%	0,6%
% du CA de l'exercice (€ HT)						
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées</b>						
Nombre de factures concernées				NA		
Montant total des factures (€ HT)				NA		
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés</b>						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement				Délais contractuels : 90 jours		

SW SA \_ Factures émises non réglées au 31 décembre 2021

Factures EMISES non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et +)
<b>(A) Tranche de retard de paiement</b>						
Nombre de factures concernées	27	1	1	-	-	2
Montant total des factures (€ TTC)	2 034 366 €	7 380 €	25 830 €	-	-	33 210 €
% du montant total des achats (€ HT)						
% du CA de l'exercice (€ HT)	18,4%	0,1%	0,2%	-	-	0,2%
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées</b>						
Nombre de factures concernées				5		
Montant total des factures (€ HT)				11 652 €		
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés</b>						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement				Délais contractuels : 60 jours		

## 5.5 Informations sociales et environnementales

### 5.5.1 Informations sociales

#### (a) Pour la Société

L'évolution des effectifs de la Société est la suivante:

- 31 décembre 2019 : effectif de 10 personnes dont deux mandataires sociaux
- 31 décembre 2020 : effectif de 11 personnes dont deux mandataires sociaux
- 31 décembre 2021 : effectif de 11 personnes dont deux mandataires sociaux

#### (b) Pour le Groupe

Au niveau du Groupe, les effectifs sont les suivants au 31 décembre 2021 :

- StreamWIDE SA (la Société) et StreamWIDE France : 47 personnes
- StreamWIDE Romania : 80 personnes
- StreamWIDE Beijing : 4 personnes
- StreamWIDE Inc. : 11 personnes
- StreamWIDE Tunisie : 71 personnes

Au 31 décembre 2021, le Groupe compte 213 personnes contre 186 fin 2020.

#### (c) Liste des accords collectifs conclus au sein de la Société

Conformément à la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, nous vous précisons qu'un accord d'intéressement couvrant les exercices 2020, 2021 et 2022 a été conclu le 7 juillet 2020 au sein de la Société et de sa filiale française, StreamWIDE France SAS.

### 5.5.2 Informations environnementales

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

Concernant l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire, le Groupe et la Société, sans prendre d'engagement formel vu les impacts jugés non significatifs, restent attentifs à la mise en œuvre de toute source d'économie potentielle.

### 5.6 Informations sur les retraites chapeaux ou autre avantage versé au titre de la cessation de fonctions

Au 31 décembre 2021, aucun engagement de cette nature n'a été pris par la Société ou le Groupe au profit d'aucun de ses mandataires sociaux ou salariés.

### 5.7 Informations sur les prêts consentis par la Société en application des dispositions de l'article L.511-6 du Code monétaire et financier

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société n'a consenti aucun prêt de moins de trois ans à des petites ou moyennes entreprises ou à des entreprises de taille intermédiaire avec lesquelles elle entretient des liens économiques pouvant le justifier, conformément à l'article L.511-6 du Code monétaire et financier.

### 5.8 Conventions courantes et réglementées (art. L.225-38 et suivants du Code de commerce)

Dans le but d'harmoniser les modalités économiques et financières des relations intragroupes, la Société et les différentes filiales du Groupe ont conclu différents types d'accords, classiques dans le cadre des relations intra sociétés au sein d'un même Groupe :

- *StreamWIDE Romania* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe ;
- *StreamWIDE Beijing* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de coopération commerciale, et accord de consulting dans les solutions techniques et stratégiques proposées par le Groupe ;
- *StreamWIDE Inc.* : accord de coopération commerciale et de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de fourniture de licences logicielles et de distribution ;
- *StreamWIDE France SAS* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche et Développement du Groupe (contrat de prestations), accord de fourniture de licences logicielles et de distribution, contrat de prestations de services, contrats de sous locations, convention de trésorerie centralisée ;
- *StreamWIDE Tunisia Sarl* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe et contrat de prestations de services ;
- *StreamWIDE PTE Ltd* : accord de fourniture de licences logicielles et de distribution et contrat de prestations de services

Ces différents accords donnent lieu à une facturation mensuelle ou trimestrielle de la part des filiales envers la Société, pour rémunération des services rendus. Ces différents flux sont annulés en consolidation et n'impactent en rien les flux et soldes présentés dans les comptes consolidés du Groupe (confer note 9.3 de l'annexe aux comptes consolidés annuels).

Les conventions avec les différentes filiales du Groupe sont considérées comme des conventions courantes, conclues à des conditions normales de marché.

#### *5.8.1 Conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce*

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 2).

#### *5.8.2 Conventions visées à l'article L.225-37-4, 2° du Code de commerce*

Ces informations sont présentées en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 2).

### **5.9 Événements postérieurs à la clôture annuelle**

Aussi bien au sein de la Société que du Groupe, aucun événement significatif postérieur à la clôture n'a été identifié pendant la période comprise entre la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport relatif à l'examen des comptes consolidés et annuels, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes présentés et clos au 31 décembre 2021.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis le 24 février 2022 pourrait, compte tenu des mesures de rétorsion et d'une possible escalade du conflit, avoir des conséquences (négatives et positives) sur l'environnement économique général et les marchés sur lesquels intervient le Groupe, qui à ce jour ne peuvent pas être appréhendées.

Outre les incertitudes liées à l'évolution de la crise Covid-19 et à la crise en Ukraine, il n'existe pas, à la connaissance du Groupe, d'éléments ou événements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière, son patrimoine, son résultat et ses activités, autres que ceux déjà pris en compte pour l'arrêté de ses comptes consolidés annuels au 31 décembre 2021.

### **5.10 Opérations sur titres**

#### *5.10.1 Informations relatives aux programmes de rachat d'actions par la Société de ses propres actions*

Nous vous rappelons que les Assemblées Générales Ordinaires Annuelles des actionnaires de la Société réunies depuis le 29 juin 2009 ont autorisé la Société à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions, conformément aux dispositions des articles L.225-206 II, L. 225-208, L.225-209-1 et suivants du Code de commerce. Ainsi, la Société a mis en place un contrat de liquidité qui s'inscrit dans le cadre du programme de rachat d'actions. Les moyens affectés au compte de liquidité pour la mise en œuvre de ce contrat s'élevaient initialement à 100.000 €. Un apport complémentaire de 30.000 € a été effectué en octobre 2010.

Par délibérations en date du 24 février 2021, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la Société a, conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, autorisé, pour une durée de dix-huit (18) mois, le conseil d'administration à acquérir, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il appréciera, un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du nombre total des actions composant le capital social de la Société à la date de réalisation de ces achats, dans la limite de 5.000.000 d'euros, le prix d'achat par action ne devant pas être supérieur à 90 euros. Nous vous proposerons, lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra le 24 juin 2022, de renouveler cette délégation financière selon les mêmes conditions que celles conférées le 24 février 2021.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les opérations réalisées par la Société au cours de l'exercice 2021, dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions :

Type opération	Nombre de titres	Cours moyen des transactions en €	Frais de négociation en €	Montant en €
Contrat _ Achat	25.062	35,37	796	-887.390
Contrat _ Vente	-25.056	34,94	779	876.213
Cession Actions	-	-	-	-
Rachat Actions	99.960	33,09	2.436	-3.310.577

Au 31 décembre 2021, la Société dispose ainsi de 6.833 actions dans le cadre de son contrat de liquidité et 100.008 actions dans le cadre de son programme de rachat. La Société dispose donc d'un total de 106.841 actions valorisées aux cours historiques d'acquisition à 3.556.396 €.

Au cours de clôture du 31 décembre 2021 (33,9 €), la valorisation est de 3.621.910 € et aucune provision n'est donc nécessaire dans les comptes statutaires de la Société. Ces actions représentent 3,49 % du capital de la Société.

#### 5.10.2 *Éléments de calculs et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital*

Néant.

#### 5.10.3 *État de la participation des salariés au capital social*

En outre, conformément aux articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune opération relative à des attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société n'a été ouverte au cours de l'exercice.

Par ailleurs, nous vous précisons que le pourcentage de détention du capital de la Société par les salariés est de 3,74 % au 31 décembre 2021.

Nous joignons au présent rapport le rapport spécial établi en application des articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce.

Un accord d'intéressement, conclu le 7 juillet 2020, couvre les exercices 2020, 2021 et 2022.

#### Bons de Souscription d'Actions (BSA)

En outre, nous vous rappelons qu'en juin 2015, la Société a attribué gratuitement à ses actionnaires 3.016.391 BSA (BSA 1) et a émis un total de 2.325.000 BSA (au prix unitaire de 0,007 €) au profit des salariés du groupe et de personnes dénommées (BSA 2 et BSA 3). Les principales caractéristiques de ces BSA sont les suivantes :

- *BSA 1 dits "actionnaires"* : prix d'exercice de 14 € par action nouvelle et parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle. Ces BSA sont cotés et négociables sur le marché Euronext Growth depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, et ce, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018 ;
- *BSA 2 dits "managers-salariés"* : prix d'exercice de 14 € par action nouvelle et parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSA 2 émis et entièrement souscrits est de 2.002.500. Ces BSA sont négociables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et ont une période de validité de 3 ans (soit jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018), prolongée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2021 (AGOAE du 22 juin 2018) ;
- *BSA 3 dits "personnes dénommées"* : prix d'exercice de 14 € par action nouvelle et parité de 15 BSA pour 1 action nouvelle. Le nombre de BSA 3 émis et entièrement souscrits est de 322.500. Ces BSA sont négociables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et ont une période de validité de 3 ans (soit jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018), prolongée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2021 (AGOAE du 22 juin 2018).

Les BSA 1 dits "actionnaires" sont devenus caducs le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Au 31 décembre 2020, le nombre de BSA 2 et 3 restants à exercer était le suivant :

- BSA 2 : 1.927.500
- BSA 3 : 315.000

Au cours du premier semestre 2021, le nombre de BSA exercés est le suivant :

- BSA 2 : 1.879.485 et création corrélative de 125.299 actions nouvelles
- BSA 3 : 157.500 et création corrélative de 10.500 actions nouvelles

En conséquence, des augmentations de capital ont été constatées à hauteur de 135.799 nouvelles actions (d'une valeur nominale de 0,1 €). Ces augmentations ont été réparties entre le capital social (+13 K€) et la prime d'émission (+1.888 K€), enregistrant l'écart entre la valeur nominale de l'action (0,1 €) et le prix de souscription défini lors de l'émission des BSA (prix d'exercice de 14 €).

L'augmentation de capital constatée a donc représenté 4,65% du capital social avant exercice des BSA. Un nombre total de 48.015 BSA 2 et 157.500 BSA 3 n'ont pas été exercés et sont devenus caducs le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Au 31 décembre 2021, il n'existe donc plus aucun BSA exerçable au sein du Groupe.

#### 5.10.4 Opérations effectuées par les mandataires sociaux et administrateurs

Par ailleurs, conformément aux articles L.621-18 et R.621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous indiquons que les mandataires sociaux et administrateurs de la Société ont effectué les opérations suivantes au cours de l'exercice 2021 :

- o OKHEMA Sprl, personne morale liée à Monsieur Lilian GAICHIES, Directeur Général Délégué du Groupe et administrateur de la Société a cédé 3.133 titres au cours moyen de 36,21 € par action au cours de l'exercice 2021 :

Février 2021	-2.733 titres au cours moyen de 36,54 € par action
Mai 2021	-400 titres au cours moyen de 34,00 € par action

- o NADHIR Zakaria, Directeur Technique du Groupe et administrateur de la Société a cédé 108.333 titres au cours moyen de 31,18 € par action au cours de l'exercice 2021 :

Mars 2021	-13.333 titres au cours moyen de 32,50 € par action
Novembre 2021	-30.000 titres au cours moyen de 31,00 € par action
Décembre 2021	-65.000 titres au cours moyen de 31,00 € par action

A noter que l'opération de mars 2021 fait suite à un exercice vente de BSA et que les opérations de fin d'année font suite au départ du Groupe, pour raisons et projets personnels, de Monsieur NADHIR.

- o TRUELLE Olivier, Directeur Financier du Groupe, a cédé 40.000 titres au cours moyen de 31,71 € par action et a acheté 40.000 titres au cours moyen de 14,00 € (exercice de BSA) au cours de l'exercice 2021 :

Mars 2021	-17.500 titres au cours moyen de 32,50 € par action
Juin 2021	-22.500 titres au cours moyen de 31,10 € par action
Juin 2021	+40.000 titres au cours moyen de 14,00 € par action

A noter que les opérations de mars 2021 et juin 2021 sont des exercices ventes de BSA, permettant ensuite de financer l'acquisition de 40.000 titres, issus de l'exercice des BSA restants (au prix de souscription de 14 € par action), intervenue en juin 2021.

Les mouvements constatés en 2021 sont donc isolés et se limitent à principalement deux situations spécifiques : déboucement du plan de BSA (arbitrage entre trésorerie et financement d'acquisition ferme d'actions) et cession par un salarié actionnaire suite à son départ du Groupe.

Aucune autre opération n'a été effectuée au cours de l'exercice 2021 par les mandataires sociaux et administrateurs de la Société.

#### **5.11 Informations concernant la répartition du capital et les actions d'auto contrôle**

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2021 :

<b>Identité</b>	<b>Part du capital social nb de titres/ nb total (%)</b>	<b>% des droits de vote</b>
BE2TEL (P. Beglin)	45,3 %	55,0 %
OKHEMA (L. Gaichies)	17,1 %	20,8 %
Salariés de la Société	3,7 %	3,6 %
Auto détention	3,5 %	-
Public (*)	30,4 %	20,6 %

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre Société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double.

Ainsi, le nombre total d'actions à droit de vote double est de 1.979.952 au 31 décembre 2021 (rappel : 2.089.367 au 31 décembre 2020). Le nombre théorique total de droits de vote est donc de 5.033.250 au 31 décembre 2021 (rappel : 5.006.866 au 31 décembre 2020).

#### **5.12 Avis donné à une autre société par actions que la Société détient à plus de 10% de son capital**

Néant.

#### **5.13 Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées**

Néant.

#### **5.14 Délégations au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital**

Cette information est présentée en annexe du présent rapport, dans le rapport du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise (paragraphe 3).

#### **5.15 Rapport du Commissaire aux comptes**

Votre Commissaire aux comptes vous fera part dans son rapport sur les comptes annuels et consolidés, dont lecture va vous être donnée en suite du présent rapport, du résultat de ses investigations sur lesdits comptes qui vous sont présentés.



## **6. Projet de pouvoirs pour formalités**

Afin de faciliter la mise en œuvre des formalités légales de publicité et de dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de Paris, résultant de la réalisation des opérations en faveur desquelles nous vous proposons de voter, nous vous demandons de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, extrait ou d'une copie du procès-verbal de l'assemblée générale pour remplir toutes formalités de publicité ou autres prescrites par la loi.

Nous espérons que ces opérations, qui vont dans le sens des intérêts de votre Société recueilleront votre approbation et nous vous demandons de voter en faveur de l'ensemble des résolutions proposées.

Paris, le 15 mars 2022  
Le Conseil d'Administration

**StreamWIDE**  
**Société anonyme au capital de 305.329,80 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE  
SELON LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.225-37 DU CODE DE COMMERCE**

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport sur le Gouvernement d'Entreprise établi par votre Conseil d'Administration en vertu des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Conformément à l'article L.225-37-4 du Code de commerce, nous vous présenterons successivement :

- (i) La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice ;
- (ii) Les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société ou, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des conventions courantes et conclues à des conditions normales ;
- (iii) Le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice ;
- (iv) Le choix fait de l'une des deux modalités d'exercice de la direction générale prévues à l'article L.225-51-1 du Code de commerce.

**1. Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice**

<b>Nom et prénom ou dénomination sociale du membre</b>	<b>Date de première nomination</b>	<b>Date d'échéance du mandat</b>	<b>Fonction principale exercée dans la Société</b>	<b>Fonction principale exercée en dehors de la société</b>	<b>Autres mandats exercés dans toute société</b>
Pascal BEGLIN	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2024	Président Directeur Général	- Président et administrateur de StreamWIDE Romania, - Président de StreamWIDE Beijing,	- Gérant Be2TEL Sprl

				<ul style="list-style-type: none"> <li>- Président et administrateur de StreamWIDE Inc.</li> <li>- Président de StreamWIDE PTE Ltd</li> </ul>	
Lilian GAICHIES	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2024	Directeur Général Délégué  Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Administrateur de StreamWIDE Beijing,</li> <li>- COO (Directeur Exploitation) et administrateur de StreamWIDE Inc.</li> </ul>	- Gérant Okhema Sprl
Zakaria NADHIR	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2024	Administrateur  (démissionnaire au 16 novembre 2021)	-	-
Lindy MARTIE-WONG	21-06-2019	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2024	Administrateur	-	-

Comme mentionné au paragraphe 4.4.2 du présent rapport, nous vous rappelons que les mandats de Messieurs Pascal BEGLIN, Lilian GAICHIES, Zakaria NADHIR et de Madame Lindy MARTI-WONG, en qualité d'administrateurs de la Société, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Par ailleurs, nous vous indiquons également que Monsieur Zakaria NADHIR, pour raisons et projets personnels, a démissionné de l'ensemble de ces postes et mandats au sein du Groupe. Ainsi, compte tenu de ce départ, et sur proposition du Président du Conseil, le Conseil d'administration, lors de sa réunion en date du 23 novembre 2021, a coopté Monsieur Olivier TRUELLE, Directeur Administratif et Financier du Groupe depuis 2010 et Président de la filiale française et de la filiale tunisienne du Groupe, en qualité d'Administrateur pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.. Une résolution de ratification de cette décision sera proposée à la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra le 24 juin 2022.

- 2. Conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société ou, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des conventions courantes et conclues à des conditions normales**

Au cours de l'exercice 2021 et antérieurement, aucune convention visée aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce n'a été passée par la Société ou exécutée par elle.

Aucune convention n'a été conclue avec les dirigeants ou les actionnaires disposant de plus de 10% des droits de vote.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées à la Société ou au Groupe n'a été recensée au cours des périodes présentées.

Conformément à l'article L.225-37-4, 2° du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre :

- d'une part et selon le cas, l'un des membres du Conseil d'administration, le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, d'une société et,
- d'autre part, une autre société dont cette dernière possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital,

sauf lorsqu'elles sont des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Aucune convention conclue en 2021 et entrant dans cette catégorie n'a été identifiée.

### **3. Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice**

Conformément à l'article L.225-100 al.4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les délégations de pouvoirs ou de compétences, en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale Extraordinaire au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce :

<b>Autorisations en cours de validité</b>	<b>Durée de validité</b>	<b>Plafond</b>	<b>Utilisation de la délégation</b>
Autorisation conférée au conseil d'administration pour procéder au rachat d'actions de la Société [AGE 24 février 2021]	18 mois	10% du capital social 5.000.000 € Prix d'achat < 90 € par action	Oui – cf section 5.10.1 du RFA
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital par incorporation de primes d'émission, réserves, bénéfices ou autres [AGE 25 juin 2021]	26 mois	5.000.000 €	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription [AGE 25 juin 2021]	26 mois	100.000 € en nominal	-

Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription [AGE 25 juin 2021]	26 mois	100.000 € en nominal	-
Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale [AGE 25 juin 2021]	26 mois	15% de l'émission initiale	-
Autorisation d'annulation de tout ou partie des actions achetées par la Société [AGE 25 juin 2021]	18 mois	10% du capital social par période de 24 mois	-

#### **4. Choix des modalités d'exercice de la direction générale prévues à l'article L.225-51-1 du Code de commerce.**

Le conseil d'administration en date du 23 août 2007 a décidé (i) de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général de la Société et (ii) de nommer Monsieur Pascal BEGLIN en qualité de Président du conseil d'administration et de Directeur général et Monsieur Lilian GAICHIES en qualité de Directeur Général Délégué de la Société.

Ces modalités d'exercice de la direction générale ont été confirmées lors du conseil d'administration du 22 mars 2019, conseil au cours duquel les mandats de Monsieur Pascal BEGLIN, en qualité de Président du conseil d'administration, et de Monsieur Lilian GAICHIES, en qualité de Directeur Général Délégué, ont également été renouvelés, sous réserve du renouvellement de leurs fonctions d'administrateur de la Société.

Les fonctions d'administrateurs de Messieurs Pascal BEGLIN et Lilian GAICHIES ont également été renouvelées lors de l'Assemblée Générale Annuelle Ordinaire du 21 juin 2019.

Ainsi, Monsieur Pascal BEGLIN, Président Directeur Général, assure la direction générale de la Société.

**StreamWIDE**  
**Société anonyme au capital de 305.329,80 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**À L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**  
**EN DATE DU 24 JUIN 2022**  
**SELON LES DISPOSITIONS DES ARTICLES L.225-184 ET L.225-197-4**  
**DU CODE DE COMMERCE**

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport établi par votre Conseil d'administration vous rendant compte des opérations réalisées en vertu des dispositions des articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce relatifs aux options d'achats ou de souscription d'actions et/ou à l'attribution d'actions gratuites réservées au personnel salarié de la Société.

Nous vous informons des opérations intervenues relatives (i) aux options d'achats ou de souscription d'actions et (ii) aux attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et depuis la clôture de l'exercice.

**1. Options d'achats ou de souscription d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et depuis la clôture de l'exercice**

1.1 Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Bénéficiaires	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix	Date d'échéance	Sociétés concernées	Fonctions exercées
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

1.2 Depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Bénéficiaires	Nombre d'options consenties	Achat ou souscription	Prix	Date d'échéance	Sociétés concernées	Fonctions exercées
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

**2. Attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et depuis la clôture de l'exercice**

2.1 Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Bénéficiaires	Nombre d'actions gratuites	Valeur unitaire des actions attribuées gratuitement en euros	Date d'attribution	Date d'acquisition définitive des actions attribuées	Date à compter de laquelle les actions peuvent être cédées
NA	NA	NA	NA	NA	NA

2.2 Depuis la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Bénéficiaires	Nombre d'actions gratuites	Valeur unitaire des actions attribuées gratuitement en euros	Date d'attribution	Date d'acquisition définitive des actions attribuées	Date à compter de laquelle les actions peuvent être cédées
NA	NA	NA	NA	NA	NA

Paris, le 15 mars 2022  
Le conseil d'administration

**StreamWIDE**  
**Société anonyme au capital de 305.329,80 Euros**  
**Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS**

**434 188 660 RCS PARIS**

**INFORMATIONS RELATIVES AU CANDIDAT AUX FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR DE LA SOCIETE (ARTICLE R.225-83, ALINEA 5 DU CODE DE COMMERCE)**

Conformément aux dispositions de l'article R.225-83, 5° du Code de commerce, vous trouverez ci-après les informations suivantes relatives au candidat administrateur :

- **Nom, prénoms usuels, date de naissance :**

Olivier TRUELLE, né le 9 janvier 1972 à Boulogne-Billancourt (92) ;

- **Adresse professionnelle :**

84, rue d'Hauteville 75010 PARIS ;

- **Le cas échéant, le nombre d'actions de la Société dont il est titulaire ou porteur :**

39.800

- **Emplois ou fonctions occupés dans la Société par le candidat :**

Directeur Administratif et Financier du Groupe depuis 2010

- **Références professionnelles et activités professionnelles au cours des cinq dernières années (fonctions qu'il exerce ou a exercé dans d'autres sociétés) :**

1. *Autres mandats et/ou fonctions exercés dans toute société française ou étrangère actuellement :*

Président de StreamWIDE France SAS depuis le 29 juin 2011

Gérant de StreamWIDE Tunisia Sarl depuis le 3 janvier 2013

2. *Autres mandats et/ou fonctions exercés dans toute société française ou étrangère au cours des 5 dernières années :*

Néant



## **STREAMWIDE**

Exercice clos le 31 décembre 2021

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés**

A l'Assemblée Générale de la société STREAMWIDE,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société StreamWIDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### **■ Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note 4.3 de l'annexe aux comptes consolidés décrit le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction des différents types de revenus. Nos travaux ont consisté à apprécier, sur la base de tests, le bien-fondé et la correcte application des méthodes concernées.

La note 4.5 de l'annexe aux comptes consolidés décrit les principes de comptabilisation des frais de recherche et développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nos travaux ont consisté à apprécier le bien-fondé de la méthode comptable utilisée et sa correcte application.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 28 avril 2022

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres  
Jean-Christophe Pernet

## **STREAMWIDE**

Exercice clos le 31 décembre 2021

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

A l'Assemblée Générale de la société STREAMWIDE,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société StreamWIDE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **■ Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823 9 et R. 823 7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 2.8 de l'annexe aux comptes annuels décrit le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction des différents types de revenus. Nos travaux ont consisté à apprécier, sur la base de tests, le bien-fondé et la correcte application des méthodes mentionnées.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

### ■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

### ■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

### ■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 28 avril 2022

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres  
Jean-Christophe Pernet

## **STREAMWIDE**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

A l'Assemblée Générale de la société STREAMWIDE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

#### **Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

#### **Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris-La Défense, le 28 avril 2022

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG et Autres  
Jean-Christophe Pernet

• **Comptes de résultat consolidés des exercices clos les 31 décembre 2021  
et 31 décembre 2020**

<b>en K€</b>	<b>31-déc-21</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>Note</b>
	(12 mois)	(12 mois)	
Licences	8 377	5 799	
Maintenance	3 557	3 184	
Prestations de services	4 788	4 974	
Ventes tiers	-	-	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>16 722</b>	<b>13 957</b>	7.1
Subventions	-	130	
Achats et variations de stocks	-	-	7.3
Charges externes	-2 171	-2 112	7.3
Impôts et taxes	-153	-151	
Charges de personnel	-5 909	-4 982	7.2
Dotations aux amortissements	-4 456	-3 604	7.4
Dotations nettes aux provisions	-21	37	7.4
Autres produits d'exploitation	898	749	7.5
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>4 910</b>	<b>4 024</b>	
Autres produits opérationnels	3	-	
Autres charges opérationnelles	-	-	7.5
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>4 913</b>	<b>4 024</b>	
Produits de trésorerie et d'équivalents	10	18	
Coût financier Brut	-69	-95	
<b>Coût financier Net</b>	<b>-59</b>	<b>-77</b>	7.6
Autres produits financiers	363	28	7.6
Autres charges financières	-60	-331	7.6
Charges / Produits d'impôts	-1 060	-377	7.7
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>4 097</b>	<b>3 267</b>	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
<b>Résultat net</b>	<b>4 097</b>	<b>3 267</b>	
Part du Groupe	4 097	3 267	
Intérêts ne conférant pas le contrôle			
Résultat de base par action	1,39	1,16	7.8
Résultat dilué par action	1,39	1,10	7.8



• Situations financières consolidées aux 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020

en K€	31-déc.-21	31-déc.-20	Note
Immobilisations incorporelles	12 452	9 991	8.1
Immobilisations corporelles	1 750	2 287	8.2
Autres actifs financiers	495	701	8.3
Actifs d'impôts différés	72	65	8.4
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>14 769</b>	<b>13 043</b>	
Créances clients	7 677	6 141	8.5
Autres débiteurs	1 561	1 328	8.5
Autres actifs fiscaux	2 114	987	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 200	9 536	8.6
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>19 552</b>	<b>17 993</b>	
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>34 321</b>	<b>31 036</b>	
Capital	305	292	
Primes	9 819	7 931	
Réserves consolidées	7 811	4 629	
Titres auto détenus	-3 556	-165	
Résultat net part du Groupe	4 097	3 267	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>18 476</b>	<b>15 954</b>	8.7
Passifs financiers	2 365	2 804	8.8
Passifs locatifs	511	952	8.10
Provisions non courantes	403	387	8.9
Produits fiscaux différés	1 636	1 476	8.10
Passifs d'impôts différés	1 114	201	8.10
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>6 028</b>	<b>5 820</b>	
Passifs financiers	426	363	8.8
Passifs locatifs	441	502	8.10
Provisions courantes	1	7	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	1 075	898	8.10
Dettes fiscales et sociales	3 340	2 634	8.10
Produits fiscaux différés	818	738	8.10
Produits constatés d'avance	3 715	4 119	8.10
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>9 817</b>	<b>9 262</b>	
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>34 321</b>	<b>31 036</b>	

- **Etats du résultat global des exercices clos les 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020**

En K€	31-déc-21	31-déc-20
<b>Résultat Net</b>	<b>4 097</b>	<b>3 267</b>
Ecarts de conversion	-167	183
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies		
<b>Total Gains / Pertes directement en capitaux propres</b>	<b>-167</b>	<b>183</b>
<b>Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres</b>	<b>3 930</b>	<b>3 450</b>

- **Variations des capitaux propres consolidés aux 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
<b>Capitaux propres 31 DEC 2019</b>	<b>292</b>	<b>7 931</b>	<b>-1 604</b>	<b>3 456</b>	<b>-281</b>	<b>23</b>	<b>9 817</b>	<b>0</b>	<b>9 817</b>
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions							2 577		2 577
Opérations sur titres auto détenus			1 439	1 138			-		-
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				3 267	183		3 450		3 450
Variations de périmètre									
Autres mouvements						110	110		110
<b>Capitaux propres 31 DEC 2020</b>	<b>292</b>	<b>7 931</b>	<b>-165</b>	<b>7 861</b>	<b>-98</b>	<b>133</b>	<b>15 954</b>	<b>0</b>	<b>15 954</b>
Opérations sur capital	13	1 888					1 901		1 901
Paiements fondés sur des actions							-3 306		-3 306
Opérations sur titres auto détenus			-3 391	85			-		-
Dividendes				-			-		-
Résultat Global				4 097	-167		3 930		3 930
Variations de périmètre						-3	-3		-3
Autres mouvements									
<b>Capitaux propres 31 DEC 2021</b>	<b>305</b>	<b>9 819</b>	<b>-3 556</b>	<b>12 043</b>	<b>-265</b>	<b>130</b>	<b>18 476</b>	<b>0</b>	<b>18 476</b>

• Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020

(En K€)	31-déc.-21	31-déc.-20
<b>Résultat Net consolidé</b>	<b>4 097</b>	<b>3 267</b>
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>		
Dotations aux amortissements	3 933	3 049
<i>[IFRS 16] Dotations droits d'usage</i>	523	555
Variation des provisions	-21	-37
Plus ou moins value de cession		
Autres produits d'exploitation (*)	-898	-755
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	7 634	6 079
Coût de l'endettement financier net	244	-380
Charge d'impôts sur le résultat	1 060	377
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<b>8 938</b>	<b>6 076</b>
Variation actifs	-2 881	-4 156
Variation passifs	1 235	3 525
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<b>-1 646</b>	<b>-631</b>
Impôts versés	-	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>7 291</b>	<b>5 445</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-6 380	-4 985
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles		
Variation immobilisations financières	206	-250
Cession d'immobilisations financières		
Variation des prêts et avances consentis		
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	0	884
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-6 174</b>	<b>-4 351</b>
Augmentation (diminution) de capital	1 901	
Augmentation (diminution) des emprunts	-376	2 159
<i>[IFRS 16] Augmentation (diminution) des dettes locatives</i>	-455	-234
<i>[IFRS 16] Intérêts financiers nets versés</i>	-47	-66
Dividendes versés		
Rachats et reventes d'actions propres	-3 476	2 576
Autres flux liés aux opérations de financement		
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>-2 453</b>	<b>4 435</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>-1 336</b>	<b>5 529</b>
Trésorerie début de période	9 536	4 007
Trésorerie fin de période	8 200	9 536

(\*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(\*\*) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

## **1. Informations sur la Société et le Groupe**

Fondé en 2001, le groupe STREAMWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée et des systèmes de communications critiques. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles, des entreprises et des administrations, partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de STREAMWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits "legacy", comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Le Groupe se positionne aussi sur le marché applicatif des communications critiques et sécurisées, notamment auprès des administrations et des entreprises, avec les solutions **team on the run** et **team on mission**, développées depuis fin 2014, prometteuses et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produits et de créer de forts relais de croissance, en proposant aux entreprises et administrations une véritable plateforme de transformation digitale "tout en un", simple, évolutive et performante, ainsi qu'une solution de communication critique sécurisée et de gestion de crises.

Opérant depuis la France, l'Europe, les USA, l'Asie et l'Afrique, STREAMWIDE met en place des équipes locales et spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Growth (Euronext Paris) sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés annuels clos au 31 décembre 2021 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 15 mars 2021.

## **2. Evénements significatifs de la période**

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité annuel. Ils sont rappelés ci-dessous de façon synthétique :

- Gestion de la crise sanitaire COVID 19 avec déploiement global du Plan de Continuité d'Activité depuis mars 2020. L'activité du Groupe n'a pas été impactée, en 2021, par la crise sanitaire mondiale actuelle
- Augmentation des revenus 2021 : +2,8 M€ / +20%
- Augmentation des résultats 2021 : ROC +0,9 M€ / +22% et Résultat net +0,8 M€ / +25%
- Embauches soutenues : +27 personnes
- Transition et organisation en mode Agile pour les équipes techniques du Groupe
- Augmentation du capital social suite à l'émission de 135.799 nouvelles actions issues de l'exercice de BSA

### 3. Présentation et base de préparation des états financiers

#### 3.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2021 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 15 mars 2022, date d'arrêté de ces comptes par le conseil d'administration.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

#### 3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés annuels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

##### **3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021**

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS, telles qu'adoptées pour l'Union européenne au 31 décembre 2021. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'exception des normes énumérées ci-dessous qui ont dû être adoptées en 2021.

- o *La Société a adopté les normes, amendements et interprétations suivantes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 :*
  - Amendements à IFRS 4 publiés le 16 décembre 2020,
  - Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 publiés le 14 janvier 2021,
  - Amendements à IFRS 16 - Covid-19- Concessions de loyer connexes au-delà du 30 juin 2021, publiés le 31 août 2021.

L'application de ces normes et amendements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 est sans incidence sur les états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2021.

- o *La Société a choisi de ne pas adopter par anticipation les nouvelles normes, amendements et interprétations suivantes, dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices clos le 31 décembre 2021, car aucune incidence significative de ces amendements n'est attendue sur les états financiers consolidés du Groupe :*
  - Amendements à IFRS 3, IAS 16, IAS 37, publiés le 14 mai 2020,
  - Améliorations des IFRS cycle 2018-2020 des normes IAS 41, IFRS 1, IFRS 9 et IFRS 16, publiés le 28 juin 2021.
  - IFRS 17 – Contrat d'assurances publiés le 23 novembre 2021.

Il n'existe pas de normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire pour les exercices ouverts au 1<sup>er</sup> janvier 2021, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen), qui auraient un impact significatif sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Enfin, le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application des nouveaux textes ci-dessous, non encore adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2021, mais n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers :

- Amendements à IAS 12 : impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction (application prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2023 par l'IASB, date d'application par l'UE non connue), IFRS 3, IAS 16, IAS 37, publiés le 14 mai 2020,
- IFRS 14 : Comptes de report réglementaires (application prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2016 par l'IASB, date d'application par l'UE non connue),
- Amendements à IAS 1 : classement des passifs comme courants ou non courants (application prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2023 par l'IASB, date d'application par l'UE non connue),
- Amendements à IAS 1 : informations à fournir sur les principes et méthodes comptables (application prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2023 par l'IASB, date d'application par l'UE non connue),
- Amendements à IAS 8 : définition d'une estimation comptable (application prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2023 par l'IASB, date d'application par l'UE non connue),
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 : vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une coentreprise.

### **3.2.2 Principes de présentation**

#### *Etat de la situation financière*

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

#### *Compte de résultat et état du résultat global*

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe STREAMWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge / produit d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

## **4. Principes, règles et méthodes comptables**

### **4.1 Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe STREAMWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 31 décembre 2021, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confer note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 31 décembre 2021 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

#### **4.2 Monnaies étrangères**

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – USD, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie – TND et Singapour - SGD).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

#### **4.3 Comptabilisation des produits**

Dans les différents contrats du Groupe, que la vente se fasse de façon directe ou indirecte, et quel que soit le logiciel concerné par le droit d'utilisation, les 3 prestations (licences, support et services professionnels) et les obligations de performance associées sont considérées comme distinctes. Le prix de la transaction, dont la détermination n'est pas dépendante d'éléments structurants, significatifs et récurrents, est également alloué de façon directe à chaque obligation de performance. Enfin, la comptabilisation du produit est effectuée à une date donnée (licences) ou dans le temps (support et services professionnels) lorsque les obligations de performance sous-jacentes sont satisfaites.

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété.

En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Ces règles et méthodes comptables étant identiques dans les comptes statutaires, notamment lorsque qu'un prix de vente moyen est retenu pour tenir compte d'un nombre estimé de commandes futures pour un même client à la clôture d'un exercice, l'application de la norme IFRS 15 n'entraîne pas de retraitement spécifique en consolidation.

Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

#### **4.4 Subventions, aides publiques et Crédit d'Impôt Recherche**

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur brute comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt.

L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat et isolé sous la rubrique "autres produits d'exploitation" dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, car sans impact de trésorerie.

#### **4.5 Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

**Les frais de développement** ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,



- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leur mise en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

#### **4.6 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

#### **4.7 Dépréciation d'actifs**

##### ***Ecarts d'acquisition***

Au 31 décembre 2021, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu depuis la création du Groupe.

##### ***Immobilisations corporelles et incorporelles***

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

#### **4.8 Passifs locatifs courants et non courants**

En tant que locataire preneur, le Groupe reconnaît à l'actif un "droit d'usage", représentant son droit à utiliser l'actif pendant la durée du contrat, et au passif une dette locative représentative de son obligation de paiement des loyers (part fixe). Au compte de résultat, une charge d'amortissement du droit d'usage et la charge financière relative aux intérêts sur la dette de loyers se substituent en partie à la charge opérationnelle constatée précédemment au titre des loyers. Enfin, la présentation du tableau de flux de trésorerie est également impactée avec une amélioration des flux de trésorerie liés à l'activité au détriment des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Le Groupe a retraité principalement ses contrats locatifs relatifs aux différents bureaux qu'il occupe. Les taux d'actualisation appliqués sont fondés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un "spread" pour tenir compte des environnements économiques de chaque pays où il est présent.

#### **4.9 Instruments financiers**

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

##### ***Autres actifs financiers***

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité.

A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

##### ***Dépôts de garantie***

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

##### ***Autres actifs financiers non courants***

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

##### ***Titres auto-détenus***

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE SA auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

### **Créances clients et autres débiteurs**

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

### **Passifs financiers courants et non courants**

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et obligataires, ainsi que des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2021, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés d'instruments de couverture et ne recourt pas à des instruments de décomptabilisation.

### **Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et passifs sur contrats de revenus**

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, charges et cotisations sociales.

Les passifs sur contrats de revenus sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturés mais non encore reconnus en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part de produits différés (Crédits d'Impôt Recherche) imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

## **4.10 Avantages du personnel**

### **Retraites**

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant. Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

#### **Autres avantages accordés aux salariés**

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

#### **Paiements fondés sur des actions**

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 31 décembre 2021, il n'existe pas d'options d'achat ou de souscription d'actions ni de plan d'attribution gratuite d'actions au sein du Groupe. Tous les BSA émis en 2015 et reconduits en 2018 ont été exercés ou sont devenus caducs au 1<sup>er</sup> juillet 2021.

#### **4.11 Provisions et passifs éventuels**

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

#### **4.12 Charge (produit) d'impôts et impôts différés**

La rubrique "charge / produit d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

#### **4.13 Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors actions d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

## 5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- L'évaluation des droits d'usage et des obligations locatives, tenant compte notamment de la durée des contrats de location et du taux d'actualisation approprié des paiements des loyers ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (Crédit d'Impôt Recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. Le reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

## 6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		31-déc.-21	31-déc.-20	
Streamwide SA	84 rue d'Hauteville 75010 <b>PARIS</b>			Soc. Mère
Streamwide France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 <b>PARIS</b>	100%	100%	IG
Streamwide Romania	165 Splaiul Unirii, TN 3 Building, 3rd floor, Sector 3, 030133, <b>BUCHAREST</b>	100%	100%	IG
Streamwide Inc.	1099 Wall Street West, Suite 354 <b>LYNDHURST</b> , New Jersey 07071	100%	100%	IG
Beijing Streamwide Technology	804, Cultural Plaza 9 Zhong Guan Cun St. <b>BEIJING</b> 100872	100%	100%	IG
Streamwide Tunisie	Rue du Lac Constance Immeuble Green Center, C4.1, étage 4 Les Berges du Lac- <b>TUNIS</b> 1053	100%	100%	IG
Streamwide PTE Ltd	141 Cecil Street 10.01-T.A.A. Building 069541 <b>SINGAPORE</b>	100%	100%	IG

**StreamWIDE France SAS** a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a bénéficié, lors de sa création, d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA, concernant son activité d'édition de logiciels applicatifs en France, en Europe et en EMEA.

**StreamWIDE Romania** a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

**StreamWIDE Inc** a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

**Beijing StreamWIDE Technology** a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

**StreamWIDE Tunisie SARL** a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société, totalement exportatrice, est un centre de Recherche et Développement exclusivement au profit du Groupe, notamment dans le développement des applications mobiles des solutions de communications critiques.

**StreamWIDE PTE LTD** a été créée le 19 mai 2016. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société permet de développer, de confirmer et de conforter la présence du Groupe dans cette zone géographique (Singapour et Asie du Sud Est).

## 7. Notes sur le compte de résultat consolidé

### 7.1 Chiffre d'affaires

En K€	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Licences	8 377	5 799	2 578
Maintenance	3 557	3 184	373
Prestations de services	4 788	4 974	-186
Ventes Tiers	-	-	-
<b>TOTAL CA</b>	<b>16 722</b>	<b>13 957</b>	<b>2 765</b>
Autres produits	-	-	-
Subventions	-	130	-130
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>0</b>	<b>130</b>	<b>-130</b>

Les nouvelles plateformes de communications critiques **team on mission** et **team on the run**, dont les revenus annuels augmentent de 2,7 M€ représentent dorénavant près de 66% (+7 points par rapport à 2020) des revenus totaux du Groupe.

Cette croissance s'explique par les effets continus du partenariat avec la division Secure Land Communications (SLC) d'Airbus Defence and Space, la poursuite du déploiement du projet PCSTORM, mais également par de nouveaux marchés et projets auprès d'administrations et de société privées françaises, remportés et déployés en 2021, notamment auprès d'un nouveau ministère régalien.

Les revenus de l'activité "plateformes" de 11 M€ en 2021 se composent des revenus de licences (6,5 M€) et des revenus de services (4 M€) qui augmentent respectivement de 2,4 M€ et de 0,1 M€. Les flux de maintenance restent encore peu significatifs (0,5 M€) mais continuent à augmenter de façon importante (+64%) en 2021. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochains semestres.

L'activité historique "legacy" (solutions pour opérateurs télécom), qui ne nécessite plus ou peu d'investissements capitalistiques, est quasi stable en 2021 (+0,1 M€) et représente encore 34% des revenus annuels (5,7 M€). Les ventes de licences, par nature non récurrentes, progressent de 0,2 M€ sur la période et ressortent à 1,9 M€ en 2021, suite à de nouveaux marchés importants gagnés notamment en Amérique du Nord au second semestre de l'exercice et à des extensions de bases installées utilisateurs. Les services "legacy" (0,8 M€) diminuent, quant à eux, de 0,3 M€ suite à deux projets 2020 mis en production en 2021. En parallèle de ces extensions et de ces mises en production 2021, les flux de maintenance progressent de 0,2 M€ et ressortent à 3,1 M€ au 31 décembre 2021.



## 7.2 Charges de personnel

En K€	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Salaires et traitements	4 511	3 818	693
Charges sociales	1 398	1 164	234
Avantages du personnel	-	-	-
<b>TOTAL Charges de Personnel</b>	<b>5 909</b>	<b>4 982</b>	<b>927</b>

  

	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Cadres	213	186	27
Non Cadres	-	-	-
<b>TOTAL Effectif</b>	<b>213</b>	<b>186</b>	<b>27</b>

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 31 décembre 2021, au même titre que sur les périodes antérieures. Le montant brut immobilisé au 31 décembre 2021 représente 4.921 K€, contre 3.822 K€ au 31 décembre 2020. Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

En K€	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Charges de personnel en résultat	5 909	4 982	927
Frais de développement activés	4 921	3 822	1 099
<b>TOTAL charges brutes</b>	<b>10 830</b>	<b>8 804</b>	<b>2 026</b>

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, augmentent sur la période de 2.026 K€. Cette augmentation provient essentiellement d'un effet "volume" notamment au sein des filiales française (+12) et tunisienne (+13). L'augmentation globale des effectifs (+27 personnes) a été réalisée à un coût moyen équivalent à celui de l'exercice antérieur.

Au 31 décembre 2021, l'effectif total du Groupe s'élève à 213 personnes contre 186 fin 2020. Ce sont essentiellement les effectifs de R&D qui augmentent, démontrant ainsi la capacité du Groupe à maîtriser ses principaux coûts, tout en continuant à investir dans le développement de ses nouvelles solutions.

A noter également que le Groupe a mis en place un accord d'intéressement pour la période 2020-2022 et qu'une provision globale de 143 K€ a ainsi été constatée au 31 décembre 2021 contre 116 K€ au 31 décembre 2020.

### 7.3 Autres charges externes

En K€	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Achats de marchandises	-	-	-
Variations de stock	-	-	-
<b>TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>53</b>
Achats études et prestations de services	80	47	33
Achats non stockés de marchandises	183	103	80
Sous traitance	188	186	2
Locations et charges locatives	652	669	-17
<i>[Retraitements IFRS 16]</i>	-523	-555	32
Entretiens, réparations et maintenance	71	152	-81
Assurances	76	100	-24
Commissions et honoraires	641	686	-45
Publicités, expositions et insertions	219	86	133
Transports, déplacements et missions	42	90	-48
Affranchissements et télécoms	276	216	60
Redevances	77	99	-22
Autres	188	230	-42
<b>TOTAL CHARGES EXTERNES</b>	<b>2 171</b>	<b>2 109</b>	<b>62</b>

Depuis 2019, l'adoption et l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" entraîne la reconnaissance d'un droit d'usage pour les contrats de location simple s'accompagnant, outre la comptabilisation d'une dette locative en contrepartie, d'une approche patrimoniale relative aux actifs loués. Ainsi, des amortissements et une dépréciation de ces droits d'usages remplacent les charges locatives (confer note 8.2 – Immobilisations corporelles). Au 31 décembre 2021, l'impact est une diminution des charges locatives du Groupe de 523 K€ et une augmentation de 523 K€ des amortissements de période (confer note 7.4 – Dotations aux amortissements et aux provisions).

Retraité de cet impact, les autres charges externes augmentent de 30 K€ sur la période et sont donc restées maîtrisées en 2021. On peut noter une reprise des dépenses liées aux salons professionnels, après une année 2020 marquée par plusieurs périodes de confinement, et une augmentation des frais telecoms suite à l'évolution des effectifs en 2021. En contrepartie, les frais de maintenances tierces et les frais de déplacements ont été réduits, permettant une quasi stabilité des charges externes dans leur ensemble.

## 7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	3 571	2 759	812
<i>dont frais de recherche et développement</i>	3 444	2 644	800
Dotations aux amortissements corporels	885	845	40
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>4 456</b>	<b>3 604</b>	<b>852</b>
Dotations aux provisions	32	6	26
Reprises de provisions	-11	-43	32
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>21</b>	<b>-37</b>	<b>58</b>

Les amortissements des frais de développement sont de 3.444 K€ en 2021 contre 2.644 K€ en 2020.

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, les durées d'amortissement des solutions **team on mission** et **team on the run** ont été portées de 1-3 ans à 5 ans, suite aux premiers succès commerciaux rencontrés. Les durées d'amortissement n'ont pas été modifiées depuis.

Les amortissements constatés en 2021 augmentent par rapport à ceux pratiqués en 2020 (+800 K€). Cette augmentation s'explique par une augmentation des valeurs activées depuis 2019 (3.277 K€ puis 4.500 K€ en 2020 et 5.940 K€ en 2021) suite aux investissements importants et aux efforts de RD effectués par le Groupe, et sous l'effet également de la sous traitance que le Groupe utilise sur certains modules intégrés ensuite à ses solutions. La durée d'amortissement linéaire de 5 ans permet cependant de lisser, en partie, l'augmentation des valeurs brutes activées. L'accélération des développements devrait se réduire dans les prochains mois.

Par ailleurs, les durées et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas forcément "lisses" dans le temps. Cependant, les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées régulièrement tout au long de l'année permettent d'avoir une charge d'amortissement relativement stable d'une période à l'autre dès lors que le coût des différentes "releases" reste stable. Enfin, la valeur nette globale des frais de développement activés au 31 décembre 2021 est de 12.223 K€ (confer note 8.1 – Immobilisations incorporelles), dont 10.795 K€ au titre des nouvelles solutions **team on mission** et **team on the run**. La valeur nette globale des frais de développement activés est inférieure à une seule année de revenus du Groupe, y compris activité par activité, ce qui reste prudent et conservateur. Aucun risque de surévaluation des actifs de R&D n'est donc porté par la Groupe.

Les amortissements corporels sont directement impactés par l'application d'IFRS 16 "Contrats de location" au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et par la charge de 523 K€ qui en découle au 31 décembre 2021 (contre 555 K€ au titre de 2020). Les autres amortissements corporels augmentent légèrement suite à des investissements matériels réalisés au cours des années 2020 et 2021.

Les dotations aux provisions comptabilisées sur la période (32 K€) correspondent principalement aux variations de change des pertes de valeurs constatées, antérieurement à 2021, sur d'anciennes créances client identifiées et non recouvrées à date. Aucune perte de valeur n'a été constatée sur de nouvelles créances clients au 31 décembre 2021.

## 7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (898 K€ en 2021) correspondent principalement à la comptabilisation en résultat d'une partie des Crédits d'Impôt Recherche (882 K€). Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis.

Le montant des reprises correspond donc à la quote part des Crédits d'Impôt Recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements étant en augmentation en 2021 (confer note 7.4 ci-dessus), les reprises en résultat des Crédits d'Impôt Recherche le sont également par rapport à 2020 (758 K€).

## 7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Produits sur placements de trésorerie	10	18	-8
Coût financier brut	-69	-95	26
<b>Coût financier net (charges nettes)</b>	<b>-59</b>	<b>-77</b>	<b>18</b>
Gains de change	337	28	309
Pertes de change	-39	-331	292
Autres charges / produits financiers	5	-	5
<b>Total Impact Financier</b>	<b>244</b>	<b>-380</b>	<b>624</b>

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés par les comptes à terme souscrits par le Groupe. Leur faible niveau et leur variation s'expliquent par des taux de rémunération très faibles en 2021, comme en 2020.

Le coût financier brut correspond aux intérêts payés sur l'emprunt obligataire de 1.800 K€ émis auprès du GIAC en juillet 2013 (pour mémoire, remboursement différé de 90 K€ à compter du troisième trimestre 2017).

Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 16 "Contrats de location" implique de constater des intérêts financiers d'actualisation sur la dette locative comptabilisée. Ces intérêts sont de 47 K€ au 31 décembre 2021, contre 66 K€ au titre de l'exercice précédent.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a généré un impact net positif de 298 K€ contre une perte nette de -303 K€ en 2020. Les variations de change ont été plus favorables en 2021 qu'en 2020, notamment au second semestre et en clôture de l'exercice 2021.

## Risque de change

Le groupe STREAMWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères.

Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros (au niveau des coûts), dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois, RON roumain, TND tunisien et SGD singapourien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie exclusivement des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales restent peu significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont depuis plusieurs exercices plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine), ce qui génère une position nette dollars USD excédentaire au 31 décembre 2021.

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendraient plus significatifs ou que l'impact de change pourrait être potentiellement négatif et important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe, pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change, ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

## Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, placements, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalents de trésorerie", 8.8 "Passifs financiers courants et non courants" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

## 7.7 Charges d'impôts

La charge d'impôts est de 1.060 K€ au 31 décembre 2021, contre une charge de 377 K€ au 31 décembre 2020, et se décompose comme suit :

En K€	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Impôts exigibles	147	102	45
Impôts différés	913	275	638
<b>Total Produit (-) / Charge d'impôts (+)</b>	<b>1 060</b>	<b>377</b>	<b>683</b>

Les impôts exigibles correspondent essentiellement aux retenues à la source comptabilisées par la société américaine du Groupe (42 K€) et les sociétés françaises (42 K€), et aux impôts société de la filiale roumaine (37 K€) et tunisienne (21 K€).

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentés dans la note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés.

Leur variation (+638 K€) provient essentiellement des positions retenues au 31 décembre 2021, sans changement par rapport à celles de 2020 : non activation, au niveau de toutes les sociétés du Groupe des déficits fiscaux constatés en clôture, au-delà des impôts différés passifs issus de l'activation des frais de développement. Depuis 2019, la hausse des frais de développement activés implique une hausse des impôts différés passifs sous-jacents. En contrepartie, les reports fiscaux déficitaires diminuent suite à l'augmentation des résultats fiscaux constatés au niveau des sociétés françaises. Ainsi, les impôts différés actifs deviennent inférieurs aux impôts différés passifs et le solde net est donc une charge et un passif net d'impôts différés (confer note 8.10 - Autres passifs courants et non courants).

Le taux d'imposition différée retenu est de 25% au 31 décembre 2021 contre 28% au 31 décembre 2020, pour tenir compte de la diminution programmée et progressive de l'impôt société d'ici fin 2022.

Pour rappel, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France SAS (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. La société StreamWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit au 31 décembre 2021 :

En K€	31-déc-21	31-déc-20
Résultat opérationnel	4 913	4 024
Coût de l'endettement financier net	-59	-77
Autres produits et charges financiers	303	-303
Taux d'impôt théorique	26,50%	28,00%
<b>Impôt théorique</b>	<b>1 367</b>	<b>1 020</b>
Impôt courant	147	102
Impôt différé	913	275
<b>Impôt réel</b>	<b>1 060</b>	<b>377</b>
Taux d'impôt réel	20,55%	10,35%
Ecart sur taux	-5,95%	-17,65%
<b>Ecart sur impôt</b>	<b>-307</b>	<b>-643</b>
<i>Détail</i>		
Déficits imputés dans l'exercice		-865
Déficits créés dans l'exercice		195
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	-143	44
Différences permanentes et autres éléments	-164	-17
	<b>-307</b>	<b>-643</b>

Les principaux éléments à retraiter fiscalement sont les suivants :

- (i) Les retenues à la source (84 K€ au niveau Groupe) et autres crédits d'impôts (6 K€), peu significatifs, créent une différence entre l'impôt théorique et réel, inscrite sous la rubrique "retenues à la source et autres crédits d'impôts".

- (ii) Reprise du Crédit d'Impôt Recherche en résultat : cette reprise, qui impacte positivement le résultat comptable, n'est pas fiscalisée. De fait, elle crée une différence entre l'impôt théorique (déterminé sur les seuls résultats comptables) et l'impôt réel. En 2021, les reprises sont de 758 K€, générant ainsi un écart d'impôt de (233) K€, inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".
- (iii) La différence entre les taux d'imposition applicables au sein des différentes filiales du Groupe, ainsi que la différence entre le taux d'imposition de 26,5% en France et le taux de 25% retenu pour le calcul des impositions différées génèrent respectivement une différence de 76 K€ et 86 K€, montants inscrits sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".

Depuis le 31 décembre 2020, la société mère StreamWIDE SA ne dispose plus de report déficitaire propre (avant intégration fiscale). Au 31 décembre 2021, les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont quant à eux de 7.547 K€, après imputation d'un bénéfice fiscal d'intégration de 1.203 K€ au titre de l'exercice 2021. La filiale américaine, StreamWIDE Inc. dispose quant à elle d'un report déficitaire de 1.811 K€ au 31 décembre 2021. Seuls les reports déficitaires antérieurs à 2018 sont activés au 31 décembre 2021, position identique aux exercices précédents (confer note 8.4 - Actifs et passifs d'impôts différés).

## **7.8 Résultat par action**

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2020	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
<b>Nombre pondéré d'actions ordinaires</b>				<b>2 825 269</b>
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				135 032
<b>Nombre moyen dilué d'actions ordinaires</b>				<b>2 960 302</b>
Au 31 décembre 2021	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2020	2 917 499	6 875	2 910 624	485 509
31.01.2021		-2 430	2 913 054	485 735
28.02.2021		-1 357	2 914 411	485 265
31.03.2021		2 822	2 911 589	485 132
30.04.2021		800	2 910 789	485 159
31.05.2021		-167	2 910 956	501 491
30.06.2021	135 599	37 611	3 008 944	501 317
31.07.2021		1 044	3 007 900	501 530
30.08.2021		-1 278	3 009 178	499 861
30.09.2021	200	10 211	2 999 167	496 176
31.10.2021		22 112	2 977 055	490 956
30.11.2021		31 317	2 945 738	474 408
31.12.2021		99 289	2 846 449	0
<b>Nombre pondéré d'actions ordinaires</b>				<b>2 946 269</b>
Effet dilutif du plan d'attribution de bsa				0
<b>Nombre moyen dilué d'actions ordinaires</b>				<b>2 946 269</b>

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA : (i) 3.016.391 BSA 1, (ii) 2.002.500 BSA 2 et (iii) 322.500 BSA 3, tous au prix d'exercice de 14 € et avec une parité de 15 BSA pour une action nouvelle.

Au cours du premier semestre 2018, la durée de validité des BSA 2 et des BSA 3 a été prorogée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2021. Les BSA 1 sont, quant à eux, devenus caducs au 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Au cours du premier semestre 2021, 1.879.485 BSA 2 et 157.500 BSA 3 ont été exercés et 135.799 actions nouvelles ont donc été émises. Tous les BSA ont été exercés ou sont devenus caducs au 1<sup>er</sup> juillet 2021. Il n'existe donc plus d'instruments dilutifs au 31 décembre 2021.

Post exercice des BSA, le capital social de la Société est donc maintenant de 305.329,80 € et se compose de 3.053.298 actions de valeur nominale de 0,1 € chacune.



Les résultats de base et dilués par action sont les suivants aux 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020 :

<b>En K€</b>	<b>31-déc-21</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>Variation</b>
Résultat Net Part du Groupe	4 097	3 267	830
Effet net d'impôt des actions dilutives			
<b>Résultat net Part du Groupe</b>	<b>4 097</b>	<b>3 267</b>	<b>830</b>
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	2 946 269	2 825 269	121 000
Effet des actions ordinaires dilutives	-	135 032	-135 032
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	2 946 269	2 960 302	-14 033
<b>Résultat de base par action (en €)</b>	<b>1,39</b>	<b>1,16</b>	<b>0,23</b>
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>	<b>1,39</b>	<b>1,10</b>	<b>0,29</b>

Au 31 décembre 2021, il n'existe plus d'instruments dilutifs. Le résultat dilué par action, en progression, est de 1,39 € au 31 décembre 2021, contre 1,10 € au 31 décembre 2020.

## 8. Notes sur l'état de la situation financière

### 8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-19	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-déc-20
Frais de développement	29 550	4 500		34 050
Concessions, brevets et licences	977	150		1 127
Autres immobilisations incorporelles	42	10		52
<b>Valeurs brutes</b>	<b>30 569</b>	<b>4 660</b>	<b>0</b>	<b>35 229</b>
Frais de développement	-21 679	-2 644		-24 323
Concessions, brevets et licences	-764	-105		-869
Autres immobilisations incorporelles	-36	-10		-46
<b>Amortissements</b>	<b>-22 479</b>	<b>-2 759</b>	<b>0</b>	<b>-25 238</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>8 090</b>	<b>1 901</b>	<b>0</b>	<b>9 991</b>

  

En K€	31-déc-20	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	31-déc-21
Frais de développement	34 050	5 940		39 990
Concessions, brevets et licences	1 127	89		1 216
Autres immobilisations incorporelles	52	3		55
<b>Valeurs brutes</b>	<b>35 229</b>	<b>6 032</b>	<b>0</b>	<b>41 261</b>
Frais de développement	-24 323	-3 444		-27 767
Concessions, brevets et licences	-869	-121		-990
Autres immobilisations incorporelles	-46	-6		-52
<b>Amortissements</b>	<b>-25 238</b>	<b>-3 571</b>	<b>0</b>	<b>-28 809</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>9 991</b>	<b>2 461</b>	<b>0</b>	<b>12 452</b>

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable et constante ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés en 2021 sont de 5.940 K€ contre 4.500 K€ en 2020. Cette augmentation s'explique essentiellement par un effet volume (embauche de plusieurs ingénieurs supplémentaires au cours de l'exercice 2021, notamment en France et en Tunisie) et par le recours à de la sous traitance (1.020 K€ contre 678 K€ en 2020) ciblée sur le développement de quelques modules spécifiques intégrés ensuite dans les solutions logicielles du Groupe. Si le nombre d'heures consacrées au développement a augmenté de 16% en 2021 (contre 22% en 2020), le coût horaire moyen global au sein du Groupe reste quant à lui stable sur la période.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

<b>En K€</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>31-déc-19</b>	<b>Variation</b>
Frais de développement activés	4 500	3 277	1 223
Amortissements de la période	-2 644	-2 282	-362
Frais de développement cumulés	34 050	29 550	4 500
Amortissements cumulés	-24 323	-21 679	-2 644
<b>Valeur nette</b>	<b>9 727</b>	<b>7 871</b>	<b>1 856</b>

  

<b>En K€</b>	<b>31-déc-21</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>Variation</b>
Frais de développement activés	5 940	4 500	1 440
Amortissements de la période	-3 444	-2 644	-800
Frais de développement cumulés	39 990	34 050	5 940
Amortissements cumulés	-27 767	-24 323	-3 444
<b>Valeur nette</b>	<b>12 223</b>	<b>9 727</b>	<b>2 496</b>

Les frais de développement (valeur nette fin 2021 de 12.223 K€) se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et au déploiement des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 3 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés. Ces amortissements augmentent en 2021 (3.444 K€ contre 2.644 K€ en 2020) suite à la seule évolution des valeurs brutes activées car les durée d'amortissement n'ont pas été modifiées, la dernière modification étant intervenue en 2017 (confer note 7.4 –Dotations aux amortissements et provisions).

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis et restent peu significatives.

## 8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	31-déc-20
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	2 473	189		2 662
Droits d'usage	2 052	466		2 518
<b>Valeurs brutes</b>	<b>4 571</b>	<b>655</b>	<b>0</b>	<b>5 226</b>
Installations techniques	-43	-2		-45
Installations générales, matériel, bureau	-1 661	-191		-1 852
Droits d'usage	-428	-614		-1 042
<b>Amortissements</b>	<b>-2 132</b>	<b>-807</b>	<b>0</b>	<b>-2 939</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>2 439</b>	<b>-152</b>	<b>0</b>	<b>2 287</b>

  

En K€	31-déc-20	Acquisitions	Cessions	31-déc-21
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	2 662	447	-14	3 095
Droits d'usage	2 518		-37	2 481
<b>Valeurs brutes</b>	<b>5 226</b>	<b>447</b>	<b>-51</b>	<b>5 622</b>
Installations techniques	-45	-1		-46
Installations générales, matériel, bureau	-1 852	-423	-14	-2 261
Droits d'usage	-1 042	-523		-1 565
<b>Amortissements</b>	<b>-2 939</b>	<b>-947</b>	<b>-14</b>	<b>-3 872</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>2 287</b>	<b>-500</b>	<b>-65</b>	<b>1 750</b>

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériels informatiques et de mobiliers de bureau. Les acquisitions effectuées en 2021 concernent essentiellement du matériel informatique (serveurs et infrastructures Groupe) au niveau des sociétés françaises et de la filiale tunisienne du Groupe.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le Groupe applique IFRS 16 "Contrats de location". Dans ce cadre, des droits d'usage liés aux différents contrats de location simples (essentiellement les baux locatifs au sein des différentes sociétés du Groupe) ont été comptabilisés à hauteur de 2.518 K€ en valeur brute. Au 31 décembre 2021, un amortissement de 523 K€ a également été constaté, montant déterminé en fonction des caractéristiques économiques et financières des différents contrats concernés.

### 8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-19	Acquisitions	Cessions	31-déc-20
Dépôts de garantie	325		-27	298
Autres actifs financiers non courants	125	278		403
<b>Valeurs brutes</b>	<b>450</b>	<b>278</b>	<b>-27</b>	<b>701</b>
Amortissements / provisions	-			
<b>Valeurs nettes</b>	<b>450</b>	<b>278</b>	<b>-27</b>	<b>701</b>

  

En K€	31-déc-20	Acquisitions	Cessions	31-déc-21
Dépôts de garantie	298			298
Autres actifs financiers non courants	403	36	-242	197
<b>Valeurs brutes</b>	<b>701</b>	<b>36</b>	<b>-242</b>	<b>495</b>
Amortissements / provisions	-			
<b>Valeurs nettes</b>	<b>701</b>	<b>36</b>	<b>-242</b>	<b>495</b>

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents locaux qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et, d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ; aucun mouvement n'a eu lieu au cours de l'exercice 2021.
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (154 K€ au 31 décembre 2021 contre 368 K€ au 31 décembre 2020), suite aux mouvements nets de période.

## 8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Frais de développement	Autres écritures de consolidation	Total
<b>Valeur nette au 31 décembre 2020</b>	<b>2 427</b>	<b>244</b>	<b>-2 723</b>	<b>-84</b>	<b>-136</b>
<i>Impôts différés actifs</i>					<b>65</b>
<i>Impôts différés passifs</i>					<b>-201</b>
Variations Actif	-301	9		9	
Variations Passif		-6	-624		
Ecart sur taux	7				
<b>Valeur nette au 31 décembre 2021</b>	<b>2 133</b>	<b>247</b>	<b>-3 347</b>	<b>-75</b>	<b>-1 042</b>
<i>Impôts différés actifs</i>					<b>72</b>
<i>Impôts différés passifs</i>					<b>-1 114</b>

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.133 K€) se décompose comme suit au 31 décembre 2021 :

- sur déficits fiscaux français : 2.061 K€ (2.362 K€ au 31 décembre 2020)
- sur déficits fiscaux américains : 72 K€ (65 K€ au 31 décembre 2020)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux légèrement positifs en 2021. Les impôts différés n'ont cependant pas été reconnus au 31 décembre 2021, dans l'attente de perspectives positives confirmées aux USA.

Les impôts différés reconnus sur les déficits antérieurs à 2018 (72 K€, incluant les écarts de taux de 7 K€ au titre de 2021) restent cependant inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle, car leur imputation reste probable.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- la Société mère (StreamWIDE SA) ne dispose plus de reports déficitaires propres depuis le 31 décembre 2020 ;
- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 7.547 K€ de reports déficitaires au 31 décembre 2021 (après imputation de 1.202 K€ de résultat fiscal 2021), représentant 2.061 K€ d'actifs d'impôts différés. En 2020, les frais de développement nets sont devenus supérieurs aux reports déficitaires, qui ont donc été de fait entièrement activés au 31 décembre 2020. Cette position reste identique au 31 décembre 2021, justifiée par les perspectives de résultats fiscaux positifs que le Groupe anticipe dans les prochaines années.
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 12.223 K€, générant un montant d'impôts différés passifs de 3.347 K€ ;
- les impôts différés actifs issus des décalages temporaires s'élèvent à 247 K€ à la clôture de l'exercice, dont 3 K€ au titre de l'exercice 2021. Les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 75 K€ d'impôts différés passifs à la clôture de l'exercice 2021.

Au 31 décembre 2021, la position fiscale différée des sociétés françaises est donc un impôt différé passif net de 1.114 K€, car les passifs d'impôts différés générés par l'activation des frais de développement sont, depuis 2020, supérieurs aux actifs d'impôts différés issus des reports déficitaires restant à imputer au 31 décembre 2021. Les règles antérieurement appliquée par le Groupe et les perspectives de résultat fiscal positif dans les prochaines années justifient l'activation de ces reports déficitaires.

## 8.5 Actifs courants

En K€	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Créances clients	7 677	6 141	1 536
Autres débiteurs	1 561	1 328	233
Autres actifs fiscaux	2 114	987	1 127
<b>Total Net</b>	<b>11 352</b>	<b>8 456</b>	<b>2 896</b>

### Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020 :

En K€	31-déc-20	Augmentation	Diminution	31-déc-21
Créances clients brutes	6 536	1 561		8 097
<i>dont Factures A Etablir</i>	2 689	818		3 507
Pertes de valeur	-395	-25		-420
<b>Créances clients nettes</b>	<b>6 141</b>	<b>1 536</b>	<b>0</b>	<b>7 677</b>

L'évolution du poste clients est en ligne avec celle de l'activité et des revenus 2021. Par ailleurs, le niveau d'encaissement au cours de l'année 2021 est satisfaisant et permet d'absorber d'autant la hausse des créances clients.

De par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des actifs sur contrats de revenus significatifs (montant global de 3.507 K€ au 31 décembre 2021) peuvent être comptabilisés en clôture. Ce montant est constitué de factures identifiées et relatives à quelques clients seulement (sept principaux fin 2021).

Le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 93 % des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Par ailleurs, les encaissements constatés début 2022 (3.407 K€ sur la période janvier-mars 2022) confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

### Balance Agée au 31 décembre 2021

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	7 667	7 159	378	130	
<i>dont FAE</i>	3 507	3 507			
Créances douteuses brutes	430				430
Pertes de valeur	-420				-420
<b>Créances clients nettes</b>	<b>7 677</b>	<b>7 159</b>	<b>378</b>	<b>130</b>	<b>10</b>
		93%	5%	2%	0%

### Balance Agée au 31 décembre 2020

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 131	5 405	464	262	-
<i>dont FAE</i>	2 689	2 689			
Créances douteuses brutes	405				405
Pertes de valeur	-395				-395
<b>Créances clients nettes</b>	<b>6 141</b>	<b>5 405</b>	<b>464</b>	<b>262</b>	<b>10</b>
		88%	8%	4%	0%

Au 31 décembre 2021, les créances non échues correspondent à des actifs sur contrats de revenus pour un montant global de 3.507 K€ dont près de 66% sont représentés par 21 factures identifiées envers 6 clients seulement. Ces factures seront établies en 2022 conformément aux échelons de facturation convenus contractuellement.

Pour rappel, en 2020, le solde des créances clients non échues comprenait un montant de 2.689 K€ d'actifs sur contrats de revenus, là encore composé à près de 65% par 13 factures significatives envers 6 clients, établies et réglées en 2021.

Au 31 décembre 2021, les créances échues, dont l'échéance est supérieure à 12 mois (430 K€ HT), correspondent à des clients et des factures parfaitement identifiés. Ces créances sont toutes provisionnées à 100%.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouverts dans leur totalité à la date d'arrêt des comptes annuels 2021.

#### *Autres débiteurs*

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA déductible pour 975 K€), des charges constatées d'avance pour 354 K€ et des avances faites à certains fournisseurs dans le cadre de projets futurs (127 K€).

#### *Actifs fiscaux*

Les actifs fiscaux se composent essentiellement des Crédits d'Impôt Recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 31 décembre 2021, cette créance CIR est composée de celle au titre de 2020 pour un montant de 955 K€, non encore remboursée, et de celle au titre de 2021 pour un montant de 1.122 K€.

#### *Risque de crédit*

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.



### Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2021

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	7 677	7 677		7 677	
Autres débiteurs	1 561	1 561		1 561	
Autres actifs fiscaux	2 114	2 114		2 114	
Equivalent de trésorerie	215	215	215		
Trésorerie	7 985	7 985	7 985		
<b>Total créances nettes</b>	<b>19 552</b>	<b>19 552</b>	<b>8 200</b>	<b>11 352</b>	<b>-</b>

### Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2020

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 141	6 141		6 141	
Autres débiteurs	1 328	1 328		1 328	
Autres actifs fiscaux	987	987		987	
Equivalent de trésorerie	151	151	151		
Trésorerie	9 385	9 385	9 385		
<b>Total créances nettes</b>	<b>17 992</b>	<b>17 992</b>	<b>9 536</b>	<b>8 456</b>	<b>-</b>

Au cours de l'exercice 2021, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 9.456 K€, soit près de 57% du chiffre d'affaires annuel du Groupe en 2021. En 2020, 52% du chiffre d'affaires annuel avait été généré par les 3 clients les plus contributeurs.

## 8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Placements à terme	215	151	63
Comptes courants bancaires	7 985	9 385	-1 400
<b>Total</b>	<b>8 200</b>	<b>9 536</b>	<b>-1 336</b>

Les placements à terme sont composés d'un compte à terme souscrit auprès de l'UIB tunisienne pour 215 K€ (700 KTND). Ce compte bénéficie d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ce placement est totalement liquide.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe au 31 décembre 2021.

Le niveau de trésorerie brute du Groupe (avant prise en compte des dettes financières) atteint 8.200 K€ au 31 décembre 2021 en diminution de 1.336 K€ par rapport à la clôture annuelle 2020. Cette variation s'explique par :

- (i) *des flux nets opérationnels positifs* de 7.291 K€, suite notamment à l'évolution des résultats (+ 830 K€) et à la bonne tenue du BFR (variation de 1.646 K€) dans un contexte de croissance des revenus. La capacité d'autofinancement du Groupe reste très positive et en augmentation en 2021 (8.938 K€ contre 6.076 K€ en 2020).

- (ii) *des flux nets d'investissements négatifs* à hauteur de -6.174 K€, suite notamment aux investissements effectués en recherche et développement (5.940 K€ en 2021 contre 4.500 K€ en 2020). A noter que le remboursement du Crédit d'Impôt Recherche 2020 ne devrait intervenir qu'au premier semestre 2022 pour un montant de 955 K€, venant compenser en partie, et a posteriori, les investissements réalisés en 2021.
- (iii) *des flux nets de financement négatifs* à hauteur de 2.453 K€, suite aux remboursements de l'emprunt obligataire envers le GIAC intervenus sur la période (360 K€), à la variation négative des dettes locatives (impact IFRS 16 de -502 K€), aux opérations d'acquisition d'actions d'autocontrôle (-3.476 K€) et aux opérations d'augmentation du capital social (+ 1.901 K€ suite aux exercices des BSA intervenu au premier semestre 2021).

#### Risque sur actions et autres placements

La politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 31 décembre 2021, des comptes à terme à rendement garanti sont investis à hauteur de 215 K€. Le compte courant rémunéré qui était ouvert auprès d'HSBC France n'est plus proposé par l'établissement. Les fonds ont ainsi été transférés sur les comptes courants historiques du Groupe ouverts auprès du même établissement.

## 8.7 Capitaux propres

En K€	31-déc-21	31-déc-20	Variation
Capital social	305	292	13
Prime d'émission	9 819	7 931	1 888
Réserve légale	30	30	0
Résultats non distribués	11 878	7 866	4 012
Titres auto détenus	-3 556	-165	-3 391
<b>Total</b>	<b>18 476</b>	<b>9 817</b>	<b>8 659</b>

Le *capital social* de la société mère StreamWIDE SA est composé de 3.053.298 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. Suite à l'exercice des BSA 2 et BSA 3, 135.799 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 0,10 € ont été émises au cours de l'exercice 2021. Le capital social a donc été augmenté de 13 K€ en valeur nominale.

La *prime d'émission* (9.819 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€), lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€) et lors de l'exercice de 2.036.985 BSA et de l'émission de 135.799 actions nouvelles. Le prix d'exercice des BSA étant de 14 € par action, une prime d'émission de 13,90 € par action a été constatée, soit une prime totale supplémentaire de 1.888 K€ en 2021.

Les *résultats non distribués* correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (30 K€) aux résultats non distribués (11.878 K€), le montant obtenu (11.908 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (12.043 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-265 K€) et "autres variations" (130 K€).

Le montant en "*titres auto détenus*" correspond à la valorisation au cours de transaction des actions de la Société détenues dans le cadre de son programme de rachat d'actions.

### Titres autodétenus

	31-déc-20	Acquisitions	Cessions	31-déc-21
<b>En nombre d'actions</b>	6 875	125 022	-25 056	<b>106 841</b>
<b>En montants (€uro)</b>	165 259	4 204 422	-813 285	<b>3 556 396</b>

Au 31 décembre 2021, le contrat de liquidité, opéré par la société Louis Capital Market depuis novembre 2013, est investi à hauteur de 6.833 actions de la Société contre 6.827 actions au 31 décembre 2020, et présente un solde de liquidité de 154 K€ (confer note 8.3 - Autres actifs financiers) contre 368 K€ au 31 décembre 2020.

La Société détient également 100.008 actions dont 99.960 ont été acquises en 2021 dans le cadre de son programme de rachat d'actions au cours moyen unitaire de 32,22 €.

Au cours de l'exercice 2021, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat de liquidité s'est élevé à 25.062 actions (au cours moyen de 35,41 €) et le nombre d'actions cédées à 25.056 (au cours moyen de 35,79 € pour un prix de revient moyen de 32,46 €). La plus-value nette ainsi réalisée (83 K€) est inscrite en réserves consolidées.

### 8.8 Passifs financiers courants et non courants

<b>Passifs financiers non courants (en K€)</b>	31-déc-21	31-déc-20	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	2 365	2 804	-439
<b>Total</b>	<b>2 365</b>	<b>2 804</b>	<b>-439</b>
<b>Passifs financiers courants (en K€)</b>	31-déc-21	31-déc-20	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	426	363	63
<b>Total</b>	<b>426</b>	<b>363</b>	<b>63</b>

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement pendant 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%. Les frais d'émission ont été imputés sur la valeur initiale de l'emprunt.

Au 31 décembre 2021, le solde de l'emprunt obligataire est de 269 K€ après imputation des frais d'émission. Son remboursement trimestriel de 90 K€ est effectif depuis octobre 2017 et prendra fin le 31 juillet 2022.

L'emprunt obligataire est assorti de ratios financiers, calculés en fonction des données consolidées annuelles du Groupe et qui se résument comme suit (confer note 9.2 - Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 60% des fonds propres
- dettes non courantes (moyen – long terme) < 2 x la capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 31 décembre 2021, tous les ratios sont respectés.

En juillet 2020, le Groupe a obtenu un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) d'un montant global de 2.522 K€. Ce prêt a été classé en passifs financiers non courants car le Groupe a demandé son amortissement sur 5 ans, conformément aux options offertes, avec une année de différé. Seule la première échéance du quatrième trimestre 2022 (157 K€) a été classée en passifs financiers courants.

#### Risque de taux

Le PGE supporte un taux fixe, déterminé selon la période de remboursement ou d'amortissement retenu.

La dette financière obligataire du Groupe supporte quant à elle un taux variable (taux annuel d'Euribor 3 mois + 3,05%).

En 2021, le taux Euribor 3 mois moyen ressort à -0,546% (moyenne des premiers taux Euribor 3 mois par mois). Les variations constatées ne sont pas importantes (plus bas -0,572% et plus haut -0,533%) et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait un impact de 2,7 K€ par an supplémentaire en charges financières.

## 8.9 Provisions

<b>Provisions Non Courantes (en K€)</b>	<b>31-déc-21</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>Variations</b>
Avantages du personnel	403	387	16
<b>Total Provisions</b>	<b>403</b>	<b>387</b>	<b>16</b>
<b>Provisions Courantes (en K€)</b>	<b>31-déc-21</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>Variations</b>
Litiges	1	7	-6
<b>Total Provisions</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>-6</b>

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

<b>En K€</b>	<b>PIDR</b>	<b>Litiges</b>
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>387</b>	<b>7</b>
Dotations	16	-
Utilisations	-	-
Reprises sans objet	-	-6
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>403</b>	<b>1</b>

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 1 K€ relative aux crédits d'impôts mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

### Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié.

Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

	31-déc-21	31-déc-20
Taux d'actualisation	0,90%	0,42%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 31 décembre 2021, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2021).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante en 2021 :

En K€	PIDR
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>387</b>
Coûts des services rendus	35
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	-21
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>403</b>

La variation de l'engagement au cours de l'exercice 2021 s'élève donc à 16 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif. Les gains et pertes actuariels sont également comptabilisés directement en résultat.

### Autres avantages du personnel

Aucun autre avantage du personnel n'existe au sein du Groupe au 31 décembre 2021.

## 8.10 Autres passifs courants et non courants

en K€	31-déc-21	31-déc-20	Variations
Passifs locatifs non courants	511	952	-441
Passifs locatifs courants	441	502	-61
Produits fiscaux différés non courants	1 636	1 476	160
Produits fiscaux différés courants	818	738	80
Passifs d'impôts différés	1 114	201	913
Fournisseurs et autres créditeurs	1 075	898	177
Dettes sociales	1 209	868	341
Dettes fiscales	2 131	1 766	365
Produits constatés d'avance	3 715	4 119	-404
<b>Total autres passifs</b>	<b>12 650</b>	<b>11 520</b>	<b>1 130</b>

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Depuis 2019, l'application de IFRS 16 "Contrats de location" implique de reconnaître *un passif locatif* en contrepartie du droit d'usage activé. Au 31 décembre 2021, ce passif locatif est classé en dette non courante (échéance supérieure à 12 mois) et courante (échéance inférieure à 12 mois). Les montants sont respectivement de 511 K€ et 441 K€, pour un passif locatif total de 952 K€.

*Les produits fiscaux différés* correspondent aux Crédits d'Impôt Recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement activés.

La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2017 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des Crédits d'Impôt Recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2020, le solde de 2.214 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2018 :	375 K€
- au titre de l'exercice 2019 :	884 K€
- au titre de l'exercice 2020 :	955 K€

Suite aux amortissements constatés en 2021, une reprise de CIR à hauteur de 882 K€ a été enregistrée (confer note 7.5 - Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles). Cette reprise vient donc solder le CIR au titre de 2018 et diminue le solde au titre de 2019 de 507 K€.

Le montant global et cumulé des Crédits d'Impôt Recherche différés au 31 décembre 2021 est de 2.454 K€ et correspond donc aux Crédits d'Impôt Recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2019 :	377 K€
- au titre de l'exercice 2020 :	955 K€
- au titre de l'exercice 2021 :	1.122 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2018 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de ceux de 2019, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 à 5 ans.

*Les passifs d'impôts différés*, considérés comme non courants, sont de 1.114 K€ et proviennent du retraitement lié à l'activation des frais de développement. L'impact net cumulé de ce retraitement est, depuis 2020, supérieur aux reports fiscaux déficitaires encore disponibles, ce qui implique donc une position nette passive d'impôts différés pour les sociétés françaises du Groupe, représentant dans le cadre de l'intégration fiscale, une seule et même entité fiscale. Au titre de l'exercice 2021, un montant net de 2,5 M€ de frais de développement ayant été activé, un passif d'impôts différés de 0,6 M€ a été constaté. Par ailleurs, les reports fiscaux déficitaires ont été imputés à hauteur de 1,3 M€ suite aux résultats comptables et fiscaux positifs du Groupe en 2021. Les reports déficitaires existant fin 2021 sont donc de 7,5 M€. Cette imputation implique ainsi une diminution des impôts différés actifs de 0,3 M€. L'impact résultat global est donc une charge d'impôts différés de 0,9 M€ qui explique la variation bilantielle constatée des passifs d'impôts différés nets au 31 décembre 2021.

*Les fournisseurs et autres créditeurs* augmentent au 31 décembre 2021 par rapport à l'exercice précédent, suite au cours normale de l'activité, et sans appeler de commentaire particulier.

*Les dettes sociales* concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du quatrième trimestre 2021, et ont été réglées en janvier 2022. Leur évolution est cohérente avec celle des effectifs du Groupe sur la période concernée.

*Les dettes fiscales* se composent essentiellement des comptes de TVA collectée. Par ailleurs, la composition, à la clôture 2021, des créances clients (notamment des actifs sur contrats de revenus), explique le solde important constaté au 31 décembre 2021 et sa variation.

*Les produits constatés d'avance (passifs sur contrats de revenus)* proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes, ainsi qu'entre les commandes et les facturations de certaines maintenances annuelles, impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. L'évolution constatée au 31 décembre 2021 provient (i) de factures établies envers un client récurrent et identique depuis fin 2018, mais avec des montants différents (dégressivité des prix dans le temps et en fonction des volumes de licences commandés), ce qui explique la diminution constatée fin 2021, qui se confirmera en 2022 et 2023, et (ii) de maintenances 2021 déjà facturées fin 2020.

#### *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020 est la suivante :

### Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2021

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	2 791	2 791		2 791	
Dettes locatives	952	952		952	
Fournisseurs et autres créditeurs	1 075	1 075		1 075	
Dettes fiscales et sociales	3 340	3 340		3 340	
Produits différés CT/MT	7 283	7 283		7 283	
<b>Total</b>	<b>15 441</b>	<b>15 441</b>	<b>-</b>	<b>15 441</b>	<b>-</b>

### Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2020

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Dettes financières CT/LT	3 167	3 167		3 167	
Dettes locatives	1 454	1 454		1 454	
Fournisseurs et autres créditeurs	898	898		898	
Dettes fiscales et sociales	2 634	2 634		2 634	
Produits différés CT/MT	6 534	6 534		6 534	
<b>Total</b>	<b>14 687</b>	<b>14 687</b>	<b>-</b>	<b>14 687</b>	<b>-</b>

A noter que seules les dettes financières, les dettes locatives, les dettes d'exploitation (fournisseurs et autres créditeurs) et les dettes fiscales et sociales donnent lieu à des décaissements de trésorerie réels et certains. Les produits différés CT/MT (part du Crédit d'Impôt Recherche différée en résultat en parallèle de l'amortissement constaté sur les frais de développement et passifs sur contrats de revenus) ne peuvent raisonnablement donner lieu à de quelconques décaissements.

Concernant les dettes financières (emprunt obligataire souscrit par le GIAC), le remboursement est de 90 K€ par trimestre à compter du quatrième trimestre 2017 et jusqu'au troisième trimestre 2022 inclus (confer note 8.8 – Passifs financiers courants et non courants).

Le Prêt Garanti par l'Etat donnera lui aussi lieu à un remboursement trimestriel (20 trimestres, dont un différé initial de 4 trimestres) au taux fixe de 0,29%. L'échéance trimestrielle à compter du quatrième trimestre 2022 sera de 158 K€.

Au 31 décembre 2021, le Groupe dispose d'une situation de trésorerie solide (trésorerie brute de 8,2 M€) lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.



## 9. Autres informations

### 9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées (à destination des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier) et de logiciels de communications critiques à destination des administrations et entreprises (**team on the run** et **team on mission**). Les règles et la nature des revenus étant identiques, le Groupe continue donc à ne présenter qu'un seul secteur d'activité. Différentes solutions applicatives et différents modes de commercialisation (SaaS et "on premise") pourraient cependant coexister à terme, éléments qui justifieraient alors une présentation sectorielle détaillée s'il en était nécessaire.

En conséquence, en 2021, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux exercices 2021 et 2020 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	31-déc-21	31-déc-20	Variations
CA France	12 499	10 177	2 322
CA Export	4 223	3 780	443
dont Europe	1 678	1 912	-234
dont Amériques	2 128	1 057	1 071
dont Afrique	234	537	-303
dont Moyen Orient	82	208	-126
dont Russie		-	-
dont Asie - Pacifique	101	66	35
<b>TOTAL CA</b>	<b>16 722</b>	<b>13 957</b>	<b>2 765</b>

La répartition géographique des revenus est de 75/25 (France / Export) au titre de l'exercice 2021. Le poids relatif des revenus "France" continue à progresser en 2021, suite notamment aux revenus générés par le partenariat technologique avec Airbus SLC et par le projet PCSTORM. Les succès commerciaux enregistrés par les nouvelles solutions de communication critiques **team on the run** et **team on mission** le sont d'abord au niveau du marché national du Groupe.

Le chiffre d'affaires "France" progresse de 2.322 K€ suite aux revenus liés au déploiement et à la massification du projet PCSTORM et au partenariat technologique signé fin 2018 avec Airbus SLC, mais également par de nouveaux projets interministériels et d'autres projets avec des entreprises privées remportés en 2021.

Le chiffre d'affaires "Export" augmente quant à lui de 443 K€ sur la période :

- (i) Diminution des revenus "Europe" (-234 K€), "Afrique" (-303 K€) et "Moyen Orient" (-126 K€) : l'évolution s'explique essentiellement par des ventes de licences réalisées en 2020 et qui sont par nature non récurrentes en 2021, sans qu'il n'y ait cependant de tendance de fond à commenter.
- (ii) Augmentation des revenus "Amérique" (+1.071 K€) suite au gain d'un nouveau marché "legacy" remporté fin 2020 et déployé en 2021.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

Depuis 2019, Le Groupe distingue également les revenus issus de son activité historique « legacy » et ceux issus de son activité « plateforme », relative aux nouvelles solutions de communications critiques **team on mission** et **team on the run**. Ils se détaillent comme suit :

(en K€)	31-déc-21	31-déc-20	Variations
CA Plateformes	10 971	8 300	2 671
CA Legacy	5 751	5 657	94
<b>TOTAL CA</b>	<b>16 722</b>	<b>13 957</b>	<b>2 765</b>

Depuis 2018, la croissance des revenus du Groupe provient très majoritairement des nouvelles solutions de communications critiques et sécurisées, développées par le Groupe depuis quelques années. Cela valide la stratégie du Groupe et son repositionnement vers des marchés porteurs et à fort potentiel.

## 9.2 Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2021, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable Euribor 3 mois + 3,05% (confer note 8.8 - Passifs financiers courants et non courants), entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit du GIAC en garantie de ces emprunts, jusqu'au 31 juillet 2022. L'emprunt est également assorti de clauses et ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 \* capacité d'autofinancement avant impôts société

Au 31 décembre 2021, ces ratios sont tous respectés.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Beglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 31 décembre 2021 (détention cumulée de 62,45% du capital social et de 75,8% des droits de vote).

Enfin, deux cautions bancaires ont été émises en faveur d'un client étranger du Groupe (zone Afrique), dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Ces garanties sont limitées dans leur montant et leur durée de validité. Au 31 décembre 2021, le montant global d'engagement est de 36,1 K€, montant identique à la clôture 2020.

### **9.3 Transactions entre parties liées**

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets, en lien avec la propriété intellectuelle qu'elle crée et détient.

En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants, uniquement mandataires sociaux, est indiquée dans la note ci-dessous.

### **9.4 Rémunération des dirigeants**

La rémunération brute versée aux dirigeants mandataires sociaux, s'élève à 377.290 € bruts au titre de l'exercice 2020. Cette rémunération a été versée à hauteur de 253.777 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 123.513 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2020, la rémunération brute des dirigeants mandataires sociaux s'élevait à 367.440 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 239.423 €, et de la société américaine pour 128.017 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

### **9.5 Honoraires du commissaire aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes s'établissent à 69.200 € HT (contre 67.300 € HT en 2020) au titre de la certification des comptes statutaires (34.500 € HT) et consolidés 2021 (34.700 € HT) et des autres vérifications requises par les textes légaux et réglementaires.

### **9.6 Evénements importants survenus depuis la date de clôture**

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés annuels arrêtés au 31 décembre 2021.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis le 24 février 2022 pourrait, compte tenu des mesures de rétorsion et d'une possible escalade du conflit, avoir des conséquences (négatives et positives) sur l'environnement économique général et les marchés sur lesquels intervient le Groupe, qui à ce jour ne peuvent pas être appréhendées.

Outre les incertitudes liées à l'évolution de la crise Covid-19 et à la crise en Ukraine, il n'existe pas, à la connaissance du Groupe, d'éléments ou évènements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière, son patrimoine, son résultat et ses activités, autres que ceux déjà pris en compte pour l'arrêté de ses comptes consolidés annuels au 31 décembre 2021.

**STREAMWIDE SA – Comptes statutaires annuels au 31 décembre 2021**

• **Bilans aux 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020**

(En K€)	31-déc.-21	31-déc.-20	31-déc.-21	31-déc.-20	
Immobilisations incorporelles	43	41	305	292	Capital social
Immobilisations corporelles	225	140	10 854	6 137	Réserves
Immobilisations financières	4 148	3 959	1 924	2 830	Résultat
<b>ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>4 416</b>	<b>4 140</b>	<b>13 083</b>	<b>9 259</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>
Stocks	-	-	206	307	Provisions
Créances clients	11 736	9 363	1 718	1 716	Emprunts et dettes financières
Autres créances	2 491	1 464	2 049	1 420	Dettes fournisseurs
			1 793	1 483	Dettes fiscales et sociales
Valeurs mobilières de placement	3 556	165	6 736	6 757	Autres dettes
Trésorerie	6 505	8 248	2 945	2 435	Produits constatés d'avances
			174	3	Ecart de conversion passifs
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	<b>24 288</b>	<b>19 240</b>	<b>15 621</b>	<b>14 121</b>	<b>TOTAL DETTES</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>28 704</b>	<b>23 380</b>	<b>28 704</b>	<b>23 380</b>	<b>TOTAL PASSIFS</b>

• **Comptes de résultat 2021 et 2020**

(En K€)	31-déc.-21	31-déc.-20
Ventes de services	11 033	9 516
Ventes de marchandises	-	-
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>11 033</b>	<b>9 516</b>
Autres produits	1 036	439
Achats de marchandises	-	-
Variation de stocks	-	-
Charges externes	-9 140	-7 264
Impôts et taxes	-63	-63
Charges de personnel	-1 697	-1 484
Dotations aux amortissements	-118	-63
Dotations aux provisions	-1	-110
Autres charges	-16	-12
<b>RESULTAT EXPLOITATION</b>	<b>1 034</b>	<b>959</b>
Produits financiers	140	1 150
Charges financières	-139	-105
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>1</b>	<b>1 045</b>
Produits exceptionnels	11	6
Charges exceptionnelles	-	-6
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>11</b>	<b>0</b>
Impôts sur les bénéfices	878	826
<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 924</b>	<b>2 830</b>

## • **Annexes aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2021**

Les notes et tableaux de la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels. L'exercice social, d'une durée de 12 mois, couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021.

- Total du bilan :	28.703.899 €
- Résultat net (bénéfice) :	1.923.702 €

## **I GENERALITES**

### **1.1 Présentation de l'activité**

La société StreamWIDE SA a démarré son exploitation le 25 janvier 2001. Elle a pour activité historique l'édition de logiciels destinés aux opérateurs télécoms fixes ou mobiles et aux fournisseurs de contenus à valeur ajoutée. Ces logiciels fonctionnent sur des serveurs standards et permettent aux clients de fournir à leurs abonnés des services à valeur ajoutée dans le domaine de la téléphonie et de la vidéo téléphonie. La Société développe également, depuis quelques années, des solutions applicatives tout en un de communication sécurisée en environnements critiques et de management de process, permettant ainsi aux entreprises et administrations de simplifier leur communication tout en numérisant leur activité de manière sécurisée. Ces dernières solutions logicielles s'adressent à des marchés à fort potentiel et représentent maintenant un relais de croissance significatif pour la Société.

La société détient également les titres des différentes filiales formant le Groupe StreamWIDE (notamment StreamWIDE France, StreamWIDE Inc, StreamWIDE Romania, StreamWIDE Beijing, StreamWIDE Tunisia et StreamWIDE Singapore).

La société a été admise sur le marché Growth d'Euronext Paris (ex Alternext) le 16 novembre 2007.

### **1.2 Evènements significatifs de l'exercice**

#### Crise sanitaire Covid-19 :

L'épidémie de la Covid-19, déclarée par l'Organisation Mondiale de la Santé comme une pandémie le 11 mars 2020, a eu et continue d'avoir un impact sur l'économie mondiale.

Le plan global de continuité d'activité déployé par le Groupe en 2020 dès les premières annonces gouvernementales s'est poursuivi sur l'exercice 2021. Ses principaux éléments sont les suivants :

- Lors des périodes de confinement, le télétravail a été mis en place dans toutes les sociétés du Groupe, françaises et étrangères (Europe, Afrique, Etats-Unis et Asie), et aucun recours aux mesures de chômage partiel n'a donc été nécessaire ;
- Les mesures d'aides économiques locales ont été utilisées par le Groupe pour assurer et optimiser les flux financiers court terme, avec notamment pour StreamWIDE SA la consolidation du prêt garanti par l'état (PGE) de 1.693.000 € obtenue en 2020. StreamWIDE SA a opté en 2021 pour le remboursement de cet emprunt en 20 trimesrialités dont 4 différées (la première le 5 novembre 2022 et la dernière le 5 août 2026) ;
- Coordination globale et locale de l'activité afin d'assurer tous les services du Groupe et de respecter tous ses engagements envers ses clients et partenaires.

Toutes les équipes ont démontré leurs compétences dans cet environnement complexe et incertain, ce qui, associé à la résilience du portefeuille client, a permis d'assurer tous les engagements, internes et externes, du Groupe.

L'activité de la Société n'a donc pas été impactée par la crise sanitaire mondiale de la Covid-19.

#### Autres évènements significatifs :

La Société a créé 135.799 actions nouvelles dans le cadre de l'exercice de bons de souscriptions d'actions (BSA). Le capital a ainsi été augmenté de 13.580 € en valeur nominale et le poste prime d'émission de 1.887.606 €.

### **1.3. Evènements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice**

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2021.

De par son activité, l'exposition de la Société face aux conséquences du changement climatique à court-terme apparaît limitée et n'a donc pas d'impact significatif sur les états financiers arrêtés au 31 décembre 2021.

Par ailleurs, l'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis le 24 février 2022 pourrait, compte tenu des mesures de rétorsion et une possible escalade du conflit, avoir des conséquences sur l'environnement économique mondial et les marchés sur lesquels intervient la Société, qui, à ce jour, ne peuvent pas être appréhendées.

Enfin, outre les incertitudes liées à l'évolution de la crise Covid-19 et à la crise en Ukraine, il n'existe pas, à la connaissance de la Société, d'éléments ou évènements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière, son patrimoine, son résultat et ses activités, autres que ceux déjà pris en compte pour l'arrêté de ses comptes au 31 décembre 2021.

## II REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

### 2.1. Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est survenu au cours de l'exercice.

### 2.2. Traitement comptable des frais d'augmentation du capital

Les frais d'augmentation du capital sont imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à l'augmentation à laquelle ils sont liés (Code du commerce article L 232-9).

### 2.3. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) *Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires :*

Le poste "Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires" est principalement constitué de licences de logiciels acquises. Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation estimée à un an.

b) *Frais de recherche et développement*

En application des règles relatives aux actifs, les coûts de développement doivent, selon la méthode préférentielle, être immobilisés lorsqu'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale et qu'ils respectent les critères listés par la réglementation.

La Société n'applique pas la méthode préférentielle. Elle comptabilise les coûts de développement dans les charges de l'exercice.

c) *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition majoré des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Leur dépréciation est constatée par voie d'amortissements linéaires, en fonction de leur durée d'utilisation estimée.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- |  |        |
|--|--------|
| - Installations techniques :           | 10 ans |
| - Agencements :                        | 10 ans |
| - Matériel de bureau et informatique : | 3 ans  |
| - Mobilier :                           | 10 ans |

#### *d) Option fiscale*

Les frais d'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

### **2.4. Immobilisations financières**

Les titres immobilisés sont valorisés au prix d'acquisition et sont éventuellement dépréciés compte tenu de l'utilité que les participations présentent pour la Société, ou de leur valeur probable de négociation.

#### *Option fiscale*

Les frais d'acquisition d'immobilisations financières, représentatifs de droits de mutation, d'honoraires, de commissions, et frais d'actes sont comptabilisés directement en charges.

### **2.5. Stocks de marchandises**

Les stocks de marchandises sont évalués à leur prix d'achat selon la méthode du premier entré / premier sorti.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **2.6. Créances et dettes**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, ramenées à leur valeur probable de réalisation par voie de dépréciation en fonction des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

### **2.7. Provisions pour risques et charges**

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour couvrir des risques nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables et qui ont pu être estimés de manière fiable.

### **2.8. Reconnaissance du chiffre d'affaires**

#### *a) Redevances sur logiciels*

Les revenus liés à la cession ou la concession de droits d'accès à la plate-forme STREAMWIDE à des opérateurs de téléphonie, à des fournisseurs d'accès Internet, à des administrations ou à des entreprises, sont comptabilisés à la date de mise à disposition par STREAMWIDE des moyens d'accès (licences d'utilisation).

#### *b) Prestations de services*

Le chiffre d'affaires issu des prestations de services, autres que la maintenance, est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client. Les prestations de maintenance sont comptabilisées prorata temporis en fonction de la période couverte par les prestations.

Le chiffre d'affaires relatif à des prestations réalisées, acceptées et non encore facturées est comptabilisé en factures à établir. Inversement, la fraction de chiffre d'affaires facturée à la clôture de l'exercice et correspondant à une période ultérieure à la date de clôture de l'exercice, est portée au passif du bilan sous la rubrique "Produits constatés d'avance".



### c) *Ventes de marchandises*

Le chiffre d'affaires est enregistré dans le compte de résultat lors du transfert de propriété.

## **2.9. Résultat exceptionnel**

Les éléments exceptionnels sont les produits et charges qui résultent d'évènements ou d'opérations clairement distincts des activités de l'entreprise, et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

## **2.10. Indemnité de départ en retraite**

Les modalités de détermination de ces indemnités sont les suivantes :

- Utilisation de la méthode des droits projetés ;
- Age de départ en retraite retenu : 67 ans ;
- Application d'un taux de turn over fort dégressif selon l'âge ;
- Application d'un taux de progression des salaires de 3 % l'an ;
- Actualisation au taux de 0,90 % ;
- Utilisation de la table de mortalité INSEE 2021 ;
- Application de la convention collective "Bureaux d'études techniques".

La formule de calcul est la suivante :

- Droits acquis par le salarié (x) probabilité pour l'entreprise de verser ces droits (x) actualisation (x) coefficient de charges sociales.
- Le calcul des droits acquis par le salarié correspond à : pourcentage du salaire annuel brut estimé en fin de carrière, en fonction de l'ancienneté finale.
- La probabilité pour l'entreprise de verser les droits s'établit comme suit : probabilité de rester en vie (x) probabilité de rester dans l'entreprise.

L'indemnité de fin de carrière est appréciée pour toutes les personnes bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée, présentes à la clôture de l'exercice.

L'engagement de la société, ainsi déterminé, s'élève à 202.104 € au 31 décembre 2021, contre 224.196 € au 31 décembre 2020. Il est comptabilisé en provision pour charges.

## **2.11. Intégration fiscale**

La société a opté avec sa filiale StreamWIDE France pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

L'économie d'impôt, ou la charge d'impôt supplémentaire, égale à la différence entre la somme des impôts qui auraient dû être versés par chacune des sociétés du Groupe, si elles avaient payé elles-mêmes leur impôt, et l'impôt versé en raison du résultat d'ensemble, constitue pour la société tête du groupe fiscal (StreamWIDE SA) un profit ou une charge enregistré au poste "Impôts sur les bénéfices".

### III COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS ET AUTRES INFORMATIONS

#### 3.1. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes

En €	31/12/2020	Augmenta- tions	Diminutions	31/12/2021
Logiciels	213 376	32 334		245 710
<b>Total</b>	<b>213 376</b>	<b>32 334</b>	<b>0</b>	<b>245 710</b>

Amortissements

En €	31/12/2020	Dotations	Diminutions	31/12/2021
Logiciels	172 430	30 698		203 128
<b>Total</b>	<b>172 430</b>	<b>30 698</b>	<b>0</b>	<b>203 128</b>

Valeurs nettes

En €	31/12/2020	31/12/2021
Logiciels	40 946	42 582
<b>Total</b>	<b>40 946</b>	<b>42 582</b>

#### 3.2. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

En €	31/12/2020	Augmenta- tions	Diminutions	31/12/2021
Installations techniques	45 724			45 724
Agencements	106 132			106 132
Matériel de bureau et informatique	330 407	161 790		492 197
Mobilier	10 532			10 532
Immobilisations en cours		10 000		10 000
<b>Total</b>	<b>492 794</b>	<b>171 790</b>	<b>0</b>	<b>664 584</b>

## Amortissements

En €	31/12/2020	Dotations	Diminutions	31/12/2021
Installations techniques	44 942	635		45 577
Agencements	71 624	4 497		76 121
Matériel de bureau et informatique	225 852	81 548		307 400
Mobilier	9 836	150		9 986
<b>Total</b>	<b>352 254</b>	<b>86 830</b>	<b>0</b>	<b>439 083</b>

## Valeurs nettes

En €	31/12/2020	31/12/2021
Installations techniques	782	147
Agencements	34 508	30 011
Matériel de bureau et informatique	104 555	184 797
Mobilier	695	546
Immobilisations en cours		10 000
<b>Total</b>	<b>140 540</b>	<b>225 501</b>

### 3.3. Tableau des filiales et participations

Filiales	Pays	Pourcentage de détention	31/12/2021		31/12/2020	
			Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres
Streamwide Romania	Roumanie	100,00%	40 000	40 000	40 000	40 000
Beijing Streamwide	Chine	100,00%	213 275	213 275	213 275	213 275
Streamwide Inc	Etat-Unis	100,00%	1	1	1	1
Streamwide France	France	100,00%	3 050 518	3 050 518	3 050 518	3 050 518
Streamwide Tunisie	Tunisie	99,99%	4 865	4 865	4 865	4 865
Streamwide UK Limited	Royaume Uni	100,00%	1	1	1	1
Bzoo Networks Limited	Royaume Uni	100,00%			1	1
Streamwide PTE LTD	Singapour	100,00%	65	65	65	65
<b>Total</b>			<b>3 308 725</b>	<b>3 308 725</b>	<b>3 308 726</b>	<b>3 308 726</b>

La filiale Bzoo Networks Limited, sans activité, a été dissoute en 2021.

La filiale StreamWIDE UK Limited n'a toujours pas démarré son activité au 31 décembre 2021 et il est prévu de procéder à sa dissolution. L'avance en compte courant de 11.843 € consenti par la Société à cette filiale est entièrement dépréciée.

Les titres de participation et les comptes courants des autres filiales ne sont pas dépréciés, aucune perte de valeur n'ayant été identifiée 31 décembre 2021.

Les informations relatives aux principales filiales sont les suivantes :

Dernier exercice clos (en €)	StreamWIDE	StreamWIDE	StreamWIDE	StreamWIDE	StreamWIDE	StreamWIDE
	Romania	Beijing	Inc	France	Tunisie	PTE LTD
Capital	40 000	213 275	1	3 050 518	4 865	65
Capitaux propres	743 463	80 038	-1 705 501	4 088 902	559 105	-59 812
Résultat net comptable	192 470	8 991	58 508	358 221	129 317	38 126
Chiffre d'affaires	4 230 397	228 131	2 126 560	5 362 131	1 823 248	61 339
Avances consenties à la filiale	241 281		397 811			141 943
Dépréciation des avances consenties						
Avances reçus de la filiale				6 616 359		
Cautions et avals fournis						
Dividendes encaissés au cours de l'exercice						

Le résultat net comptable et le chiffre d'affaires des filiales sont convertis au cours moyen.

Le capital des filiales est mentionné au cours historique, soit au montant figurant dans les comptes de StreamWIDE SA au poste participations (filiales détenues à 100 % depuis leur création).

Les autres éléments sont convertis au cours de clôture constaté au 31 décembre 2021.

### 3.4. Stocks de marchandises

Il n'existe aucun stock de marchandise au 31 décembre 2021.

### 3.5. Etat des créances et des dettes

Créances

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	800 742		800 742
Autres immobilisations financières	50 391		50 391
Clients douteux ou litigieux	11 922		11 922
Autres créances clients	11 735 920	11 735 920	
Personnel et comptes rattachés	10 250	10 250	
Organismes sociaux	2 443	2 443	
Impôt sur les bénéfices	1 758 871	1 758 871	
Taxe sur la valeur ajoutée	265 506	265 506	
Autres impôts taxes et versements assimilés	53	53	
Débiteurs divers	1 117	1 117	
Groupe et associés	26 565	26 565	
Charges constatées d'avance	300 774	194 990	105 785
<b>Total</b>	<b>14 964 554</b>	<b>13 995 715</b>	<b>968 839</b>

Les créances "Groupe et associés" correspondent au compte courant d'intégration fiscale de la société StreamWIDE France.

Les créances au titre de l'impôt sur les bénéfices sont essentiellement représentées par les sommes à recevoir au titre du Crédit d'Impôt en faveur de la Recherche :

Périodes (en €)	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
Exercice 2020	855 703		5 987	849 716
Exercice 2021		880 532		880 532
<b>Total</b>	<b>855 703</b>	<b>880 532</b>	<b>5 987</b>	<b>1 730 248</b>

La demande de remboursement pour le crédit d'impôt recherche 2020, déduction faite d'un montant de 5.987 € imputé sur la liquidation de l'impôt sur les sociétés 2020, est en cours de traitement par les services fiscaux. Le Crédit d'Impôt Recherche 2021 fera l'objet d'une demande de remboursement conformément aux dispositions prévues pour les PME au sens communautaire.

#### Dettes

En €	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un 1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès établi crédit	1 695 648	107 887	1 587 762	
Emprunts et dettes financières divers	22 190			22 190
Fournisseurs et comptes rattachés	2 048 723	2 048 723		
Personnel et comptes rattachés	137 274	137 274		
Organismes sociaux	79 710	79 710		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 549 138	1 549 138		
Autres impôts et taxes	26 777	26 777		
Dettes sur immobilisations	33 833	33 833		
Groupe et associés	6 701 734	6 701 734		
Produits constatés d'avance	2 945 366	2 469 300	476 066	
<b>Total</b>	<b>15 240 394</b>	<b>13 154 376</b>	<b>2 063 828</b>	<b>22 190</b>

Les dettes "Groupe et associés" correspondent au compte courant envers la filiale StreamWIDE France qui enregistre les opérations d'exploitation entre les deux sociétés.

### 3.6. Créances et dettes représentées par des effets de commerce

Le bilan ne comprend aucune créance et/ou dette de cette nature.

### 3.7. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

En €	31/12/2021	31/12/2020
Actions propres (contrat de liquidité)	247 813	164 308
Actions propres (programme de rachat)	3 308 583	950
<b>Total actions propres</b>	<b>3 556 396</b>	<b>165 258</b>
<b>Valeur liquidative</b>	<b>3 621 910</b>	<b>186 906</b>

L'Assemblée Générale du 29 juin 2009 de la société StreamWIDE SA a délégué au conseil d'administration la mise en place d'un programme de rachats d'actions dans le cadre d'un contrat de liquidité pour l'animation du marché du titre de la Société. L'Assemblée générale du 24 juin 2016 a renouvelé cette autorisation et a élargie cette autorisation aux rachats d'actions pour la mise en place de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société et aux rachats d'actions en vue de l'attribution ou de la cession d'actions aux dirigeants mandataires sociaux et salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au titre de leur participation aux fruits de l'expansion, ou pour l'annulation de tout ou partie des actions rachetées. L'Assemblée générale du 26 juin 2020 a reconduit cette autorisation pour une durée de 18 mois.

Le nombre d'actions propres détenues au 31 décembre 2021 s'élève à 106.841, soit 3,49% du total des actions de la société. Les comptes de liquidité associés (ouverts auprès d'Oddo) présentent un solde de 154.052 € au 31 décembre 2021.

Le solde du poste "Disponibilités" au 31 décembre 2021 est composé de comptes courants bancaires ouverts auprès de HSBC (6.281.115 €) et de la Société Générale (70.321 €).

### 3.8. Provisions pour risques et charges

En €	31/12/2021	31/12/2020
Provision indemnité fin de carrière	202 104	224 196
Provision pour perte de change	4 077	82 877
<b>Total</b>	<b>206 181</b>	<b>307 073</b>

L'utilisation des provisions s'analyse comme suit :

En €	Montant 31/12/2020	Dotations	Reprises		Montant 31/12/2021
			Utilisée	Non utilisée	
Provision indemnité fin de carrière	224 196			22 092	202 104
Provision pour perte de change	82 877	4 077	82 877		4 077
<b>Total</b>	<b>307 073</b>	<b>4 077</b>	<b>82 877</b>	<b>22 092</b>	<b>206 181</b>

### 3.9. Charges à payer et produits à recevoir

#### Charges à payer

En €	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts et dettes auprès des établ crédit	2 648	595
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 155 134	631 862
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 265	1 265
Dettes fiscales et sociales	189 146	185 731
Autres dettes	85 375	75 134
<b>Total</b>	<b>1 433 569</b>	<b>894 587</b>

#### Produits à recevoir

En €	31/12/2021	31/12/2020
Créances rattachées à des participations	7 865	5 042
Créances clients et comptes rattachés	2 926 341	3 146 120
Autres créances	1 170	3 452
<b>Total</b>	<b>2 935 376</b>	<b>3 154 614</b>

### 3.10. Charges et produits constatés d'avance

#### Charges constatées d'avance

En €	31/12/2021	31/12/2020
Charges d'exploitation	300 774	259 263
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
<b>Total</b>	<b>300 774</b>	<b>259 263</b>

#### Produits constatés d'avance

En €	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation	2 945 366	2 434 640
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
<b>Total</b>	<b>2 945 366</b>	<b>2 434 640</b>

Les produits constatés d'avance ne sont pas, par nature, récurrents. Leur évolution ne peut donc pas être mise en relation directe avec le niveau d'activité mais seulement avec le calendrier de certaines commandes et des facturations liées.

### 3.11 Ventilation du chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

En €	31/12/2021			31/12/2020		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Ventes de marchandises			0			0
Redevances sur logiciels	5 344 546	438 474	5 783 020	3 494 443	629 007	4 123 450
Services	3 456 420	1 026 351	4 482 772	3 591 624	1 026 396	4 618 020
Prestations groupe	767 125		767 125	774 782		774 782
<b>Total</b>	<b>9 568 092</b>	<b>1 464 825</b>	<b>11 032 917</b>	<b>7 860 849</b>	<b>1 655 403</b>	<b>9 516 252</b>

### 3.12. Intégration fiscale

La Société a opté, avec sa filiale StreamWIDE France, pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Au 31 décembre 2021, l'imposition propre à StreamWIDE France comptabilisée en produit dans la Société, en diminution du poste "impôts sur les bénéfices", s'élève à 26.565 €.

### 3.13. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

En €	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impôt
Résultat courant avant impôt	1 034 097		1 034 097
Résultat exceptionnel	11 270		11 270
Crédit d'impôt recherche		880 532	880 532
Crédit d'impôt mécénat		6 000	6 000
Intégration fiscale filiale		-8 197	-8 197
<b>Total</b>	<b>1 045 367</b>	<b>878 335</b>	<b>1 923 702</b>

### 3.14. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

La situation fiscale différée, non comptabilisée, se traduit par un allègement de la dette future d'impôt.

En €	Bases	Impôt à 25 %
Provision indemnité fin de carrière	202 104	50 526
Ecart de conversion passif	173 913	43 478
<b>Total</b>	<b>376 017</b>	<b>94 004</b>

Les déficits du groupe d'intégration fiscale en report au 31 décembre 2021 s'élèvent à 7.547.370 €. La Société n'a plus de déficits nés antérieurement à l'intégration fiscale.



### 3.15. Résultat exceptionnel

En €	31/12/2021
Reprise provision dépréciation crédit d'impôt mécénat 2016	6 000
Transfert de charges	5 271
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>11 271</b>
VNC sur immobilisations financières	1
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>1</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>11 270</b>

### 3.16. Evolution des capitaux propres et du capital social

#### a) Evolution des capitaux propres avant résultat 2021

En €	Capital	Prime d'émission	Réserves et report à nouveau	Résultat 2020	Total
<b>Situation au 31 décembre 2020</b>	<b>291 750</b>	<b>7 931 185</b>	<b>-1 793 939</b>	<b>2 829 528</b>	<b>9 258 524</b>
Affectation du résultat 2020			2 829 528	-2 829 528	0
Conversion BSA en actions	13 580	1 887 606			1 901 186
<b>Situation au 31 décembre 2021</b>	<b>305 330</b>	<b>9 818 791</b>	<b>1 035 589</b>	<b>0</b>	<b>11 159 710</b>

#### b) Evolution du capital social

Le capital social, entièrement libéré, est composé de 3.053.298 actions de 0,1 euro chacune de valeur nominale, négociables sur le marché Growth d'Euronext Paris, contre 2.917.499 actions au 31 décembre 2020.

135.799 actions nouvelles ont été créées en 2021 suite à l'exercice de bons de souscriptions d'actions (voir ci-après).

Le conseil d'administration du 19 juin 2015 a décidé, conformément aux délégations qui lui ont été données par l'assemblée générale du même jour, de procéder à l'émission de bons de souscriptions d'actions (BSA). L'assemblée générale du 22 juin 2018 a décidé de prolonger la période de conversion des BSA 2 et BSA 3, les BSA 1 étant, quant à eux, devenus caducs le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Nature des BSA	Nombre de BSA émis	Prix de souscription des BSA	Période de conversion en actions (4)	Nombre de BSA pour une action	Prix de souscription des actions
BSA 1 (1)	3 016 391	Gratuit	Du 01/07/2015 au 01/07/2018	15	14 €
BSA 2 (2)	2 002 500	0,007 €	Du 01/07/2016 au 01/07/2021	15	14 €
BSA 3 (3)	322 500	0,007 €	Du 01/07/2016 au 01/07/2021	15	14 €

(1) Emission au profit de l'ensemble des actionnaires. BSA caducs au 01/07/2018

(2) Emission au profit des cadres, dirigeants et salariés de la société et des sociétés liées

(3) Emission au profit de bénéficiaires dénommés

(4) Après décision de prolongation de l'assemblée générale du 22/06/2018

Le prix de souscription des BSA 2 et BSA 3 a été inscrit au poste "Prime d'émission" pour 16.275 €.

Les BSA exercés depuis leur émission sont les suivants :

Années	Nombre de BSA convertis	Catégorie des BSA convertis	Nombre d'actions créées	Augmentat° de capital	Prime d'émission
2015	30	BSA 1	2	0,20	27,80
2016	3 045	BSA 1	203	20,30	2 821,70
2017	90	BSA 1	6	0,60	83,40
2018	825	BSA 1	55	5,50	764,50
2021	1 879 485	BSA 2	125 299	12 529,90	1 741 656,10
2021	157 500	BSA 3	10 500	1 050,00	145 950,00
<b>Total</b>	<b>2 040 975</b>		<b>136 065</b>	<b>13 606,50</b>	<b>1 891 303,50</b>

Au 31 décembre 2021, il n'existe plus de BSA restant à exercer.

### 3.17. Emprunts bancaires

Le 23 juillet 2020 la banque HSBS a consenti à la Société un prêt garanti par l'Etat (PGE), d'un montant de 1.693.000 €.

Le remboursement de cet emprunt était au départ in fine le 8 août 2021 avec la possibilité à cette échéance de le prolonger pour une durée de 1 à 5 ans.

Par avenant du 28 avril 2021, la Société a opté pour la prolongation de cet emprunt pour une durée de 5 ans avec un remboursement en 16 trimestrialités (la première le 5 novembre 2022 et la dernière le 5 août 2026).

A compter de sa prolongation de 5 ans, cet emprunt est rémunéré au taux fixe de 0,29 % l'an. A cette rémunération s'ajoute une commission de garantie de 0,50 % les deux premières années et de 1 % les années suivantes.

### 3.18. Frais de développement

Les frais de développement comptabilisés en charge de l'exercice (qui auraient été activés si la Société appliquait la méthode préférentielle) s'élèvent à 6.136.107 €, contre 4.668.143 € pour l'exercice précédent.

### 3.19. Ecart de conversion

Les écarts de conversion actifs et passifs s'analysent comment suit :

En €	31/12/2021		31/12/2020	
	Ecart actifs	Ecart passifs	Ecart actifs	Ecart passifs
Comptes clients		153 946	59 948	656
Comptes fournisseurs		1 987		2 545
Comptes courants	4 077	17 980	22 928	
<b>Total</b>	<b>4 077</b>	<b>173 913</b>	<b>82 877</b>	<b>3 201</b>

### 3.20. Transferts de charges

En €	31/12/2021
Indemnités sécurité sociale et prévoyance	19 841
Refacturation frais divers aux sociétés du groupe	431
<b>Transferts de charges d'exploitation</b>	<b>20 272</b>
<b>Transferts de charges financiers</b>	<b>0</b>
Indemnité dégat des eaux 2018	5 271
<b>Transferts de charges exceptionnels</b>	<b>5 271</b>
<b>Total</b>	<b>25 544</b>

### 3.21. Identité de la société consolidante

StreamWIDE SA n'est pas consolidée par une autre entité. Elle est la société mère du Groupe consolidé.

### 3.22. Rémunérations allouées aux dirigeants sociaux

Les rémunérations des membres du conseil d'administration, pour leurs fonctions de mandataires sociaux, s'élèvent à 253.777 € bruts au titre de l'exercice 2021, contre 239.423 € pour l'exercice 2020.

### 3.23. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes s'établissent à 34.500 € HT (contre 33.500 € HT en 2020) au titre de la certification des comptes statutaires de la Société et des autres vérifications requises par les textes légaux et réglementaires.

### 3.24. Effectif moyen

Catégories	31/12/2021	31/12/2020
Cadres	11	10
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>10</b>

### 3.25. Opérations hors bilan

#### 3.25.1. Engagements financiers

##### a) *Garanties données sur l'emprunt obligataire émis par la filiale StreamWIDE France*

Dans le cadre de l'emprunt obligataire émis par sa filiale StreamWIDE France en juillet 2013, StreamWIDE SA a donné les garanties suivantes sur le remboursement du nominal (1.800.000 €) et le paiement des intérêts, commissions, frais et accessoires :

- caution solidaire à première demande
- nantissement de son fonds de commerce

Ces engagements sont donnés jusqu'au terme de l'emprunt obligataire, soit le 31 juillet 2022.

##### b) *Garanties données en faveur des clients*

La Société n'a aucun engagement de cette nature au 31 décembre 2021.

#### 3.25.2. Autres opérations non inscrites au bilan

La Société n'a conclu aucune opération de cette nature.

### 3.26. Eléments concernant les entreprises liées et les participations

En €	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations		3 308 724
Créances rattachées à des participations		800 742
Prêts		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés		7 279 945
Autres créances		26 565
Capital souscrit non versé		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		22 190
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 356 703
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		6 701 734
Produits financiers		2 823
Charges financières		85 375

### 3.27. Informations sur les transactions avec les parties liées

L'information sur les transactions réalisées avec les parties liées n'est pas communiquée conformément aux dispositions de l'article R.123-198 du code de commerce :

- Les filiales sont toutes détenues à 100 %.
- Aucune opération de cette nature n'existe avec les actionnaires et/ou dirigeants.